



Collections statistiques du

**Ministère de l'Équipement, des Transports
et du Tourisme**

1993

n° 163

PRIX 42 F

statistiques et études générales

ISSN 0291.9206

Statistiques de la construction en 1992

Habitations

Locaux destinés à des activités autres qu'habitation

**SES
10906**

Direction des Affaires Économiques et Internationales

Le Bureau de la Diffusion

propose aux lecteurs des publications
de la **DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET INTERNATIONALES** :

- les statistiques détaillées sur la construction neuve
à partir de l'interrogation du fichier SICLONE
- un centre d'information statistique
(40 81 28 40)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Équipement, des Transports
et du Tourisme

STATISTIQUES ET ÉTUDES GÉNÉRALES N° 163

Bulletin rédigé par le bureau des bases de données
sur l'habitat, de la sous-direction de l'information
statistique sur la Construction, à la Direction
des Affaires Économiques et Internationales,
Tour Pascal B. 92055 Paris la Défense cedex 04.

Diffusé par :

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
Tél. : 40 15 70 00
TELEX 204826 DOCFRAN PARIS

Le numéro : 42 F

Commande adressée à
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
124, rue Henri-Barbusse
93308 AUBERVILLIERS CEDEX

Règlement à réception de la facture

Bureaux de vente :
29, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
165, rue Garibaldi - 69401 LYON CEDEX 03

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS
ET DU TOURISME**

DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET INTERNATIONALES

**STATISTIQUES DE LA CONSTRUCTION
EN 1992**

- 1) Habitations (Logements ordinaires)**
- 2) Locaux destinés à des activités autres qu'habitation**
- 3) La construction neuve dans les DOM-TOM de 1989 à 1991**

SOMMAIRE

	PAGES
INTRODUCTION	5
NOTE MÉTHODOLOGIQUE	9
GLOSSAIRE	11
LISTE DES TABLEAUX	17

I Logements Ordinaires

I-1 TAILLE DES OPÉRATIONS	
Destination et type de construction (Autorisés)	21
Région et type de construction (Autorisés)	22
I-2 MAITRE D'OUVRAGE	
Région (Autorisés, Commencés)	26
Destination et type de construction (Autorisés, Commencés)	29
Mode d'utilisation (Autorisés, Commencés)	31
I-3 MODE D'UTILISATION	
Région (Autorisés, Commencés)	33
Destination et type de construction (Autorisés, Commencés)	36
I-4 NATURE DES TRAVAUX	
Destination et type de construction (Autorisés)	38
Région et type de construction (Autorisés)	39
I-5 TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	
Taille du permis (Autorisés)	43
Tranche de SHON habitation moyenne par logement (Autorisés)	44
Destination et type de construction (Autorisés, Commencés)	45
Région et type de construction en nombre de logements (Autorisés, commencés)	47
Région et type de construction en nombre de permis (Autorisés)	55
I-6 SURFACE HORS OEUVRE NETTE HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT	
Destination et type de construction (Autorisés)	59
Mode d'utilisation (Autorisés)	60
I-7 NOMBRE DE NIVEAUX EN COLLECTIFS	
Région (Autorisés, Commencés)	61
I-8 DESTINATION	
Région et type de construction (Autorisés, Commencés)	64
I-9 AGGLOMÉRATIONS DE PLUS DE 100 000 HABITANTS	
Type de construction	66

II Locaux destinés à des activités autres qu'habitation

PAGES

LISTE DES TABLEAUX	71
II-1 MAITRE D'OUVRAGE	
Destinations simples (Autorisés, Commencés)	73
II-2 NATURE DES TRAVAUX	
Destinations simples (Autorisés, Commencés)	75
II-3 TRANCHE DE SURFACE	
Destinations simples (Autorisés, Commencés)	77
II-4 TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	
Destinations simples (Autorisés, Commencés)	79
II-5 RÉGION	
Destinations simples en nombre de locaux (Autorisés, Commencés)	81
Destinations simples en nombre de surface (Autorisés, Commencés)	83
II-6 DESTINATIONS FINES	
(Autorisés, Commencés)	85
II-7 AGGLOMÉRATIONS DE PLUS DE 100 000 HABITANTS	
Destinations simples (Autorisés)	95

III La construction neuve dans les DOM-TOM de 1989 à 1991

III - 1 PRÉSENTATION	99
III - 2 LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER	102
III - 2 LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER	106
III - 4 LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES A STATUT PARTICULIER	109
III - 5 QUELQUES ADRESSES UTILES	111
ANNEXE	113

INTRODUCTION

PRÉSENTATION DES STATISTIQUES ANNUELLES DE LA CONSTRUCTION

Les résultats annuels publiés ici complètent les résultats publiés chaque mois dans les notes vertes économiques (série «Informations Rapides») ainsi que dans les bulletins statistiques mensuels et trimestriels de la construction.

Leur vocation est différente. Les données mensuelles permettent d'apprécier la tendance générale de l'activité de la construction à un moment donné. Cette publication annuelle donne une description plus détaillée du marché du logement en fonction des différents critères qui apparaissent dans les dossiers de demande de permis de construire. Elle apporte des informations plus fines au niveau national, régional, et pour les principales agglomérations (unités urbaines).

Ceci est rendu possible par une remontée exhaustive des informations contenues dans les divers formulaires de demandes de permis et de déclarations remplis par les candidats à la construction.

Ces diverses informations et déclarations sont enregistrées dans le fichier SICLONE (Système d'Information sur la Construction de Logements et de Locaux Neufs).

Les chiffres qui apparaissent ici sont obtenus avec plus de recul que ceux qui sont produits chaque mois. Ils peuvent différer légèrement des résultats publiés mensuellement.

PRÉSENTATION DES TABLEAUX DANS LE BULLETIN

Les tableaux donnent les résultats :

- selon trois niveaux géographiques :

- . la FRANCE ENTIÈRE
- . les RÉGIONS
- . les AGGLOMÉRATIONS
(unités urbaines) de plus de 100 000 habitants

- et, pour chaque niveau géographique, selon le type d'opération :

- . LOGEMENTS ORDINAIRES
- . LOCAUX AUTRES QU'HABITATION

Rappel des résultats 1992 publiés mensuellement

	Autorisés	Commencés
Logements ordinaires	335 100	272 600
dont individuels	146 100	130 900
et collectifs	189 000	141 700
Surface autre qu'habitation (milliers m2)	42 593	37 735

Source : Statistiques mensuelles de la construction en 1992
(numéro de janvier 1993)

Résultats de l'exploitation annuelle relative à l'année 1992

	Autorisés	Commencés
Logements ordinaires	334 851	272 404
dont individuels	146 044	130 757
et collectifs	188 807	141 647
Surface autre qu'habitation (milliers de m2)	42 648	38 106

Les résultats mensuels ont vocation à être publiés rapidement et peuvent inclure ponctuellement des estimations lorsqu'une information n'est pas communiquée à temps.

Les résultats de l'exploitation annuelle présentés ici ont des délais de parution moins stricts et permettent la correction de certaines erreurs ainsi que le rattrapage de retards survenus dans l'alimentation du système. Ils sont plus proches de la réalité.

Des informations complémentaires peuvent être obtenues à la Sous-Direction de l'Information Statistique sur la Construction (SDISC) de la Direction des Affaires Economiques et Internationales (DAEI) auprès de **M. Jean-Marc GOURON** (40 81 28 64), au Ministère de l'Equipeement, des Transports et du Tourisme 92 055 Paris La Défense Cedex 04.

En particulier, des résultats régionaux, départementaux ou locaux non inclus dans la présente publication peuvent être disponibles. Par ailleurs, des traitements statistiques particuliers peuvent être réalisés à la demande.

Les services statistiques des Directions Régionales de l'Equipeement disposent des mêmes fichiers et éventuellement de tableaux plus détaillés. Il peut être préférable de s'adresser d'abord à eux (voir adresses en quatrième de couverture).

LE PERMIS DE CONSTRUIRE ET SON TRAITEMENT STATISTIQUE

Le permis de construire, acte administratif ayant pour objet d'autoriser l'édification ou la modification d'une ou de plusieurs constructions, est déposé en mairie et instruit soit en DDE, soit en mairie. Le dossier connaît successivement plusieurs étapes ou événements dont certains font l'objet d'une observation statistique :

- dépôt d'une demande de permis de construire par le propriétaire ou son mandataire
- avis du service instructeur
- décision d'autorisation de l'autorité compétente (logements ou locaux **AUTORISÉS**)
- déclaration d'ouverture de chantier (DOC) faite par le maître d'ouvrage (logements ou locaux **COMMENCÉS**)
- déclaration d'achèvement des travaux (DAT) faite par le maître d'ouvrage (logements ou locaux **TERMINÉS**)
- annulation du permis émis par l'autorité compétente.

Information sur les résultats non publiés dans ce bulletin

Les statistiques concernant les logements et locaux à usage autre qu'habitation terminés ne sont plus présentées dans ce bulletin.

Celles-ci, obtenues par la réception de la déclaration d'achèvement des travaux, pouvaient être sous-estimées en cas de renvoi tardif ou même de non-renvoi aux services de l'Equipeement par le maître d'ouvrage.

Le taux de sous-estimation étant devenu important, il a été jugé préférable de cesser la diffusion de ce type d'information et de ne publier que les statistiques d'autorisations de construire et d'ouvertures de chantier.

Les achèvements de travaux ne sont ni publiés ni disponibles. Il sera toujours possible de les obtenir par une exploitation informatique mais les délais et le coût de déroulement du fichier annuel seront élevés en regard de la qualité de l'information.

D'autre part, les informations concernant la surface de terrain ainsi que la construction par zone opérationnelle (ZAC, ZI, etc ..) ne sont pas disponibles.

Les statistiques sur le financement envisagé ne sont plus diffusées, la fiabilité de cette information n'étant pas satisfaisante.

En outre, les statistiques relatives au nombre de pièces des logements ne figurent pas ici pour des raisons techniques.

Celles-ci peuvent cependant être fournies à la demande, de même que les tableaux relatifs à l'habitation communautaire et l'habitation d'hébergement qui ne sont pas repris dans cette publication à cause de leur fiabilité insuffisante.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

LES OPÉRATIONS RETENUES POUR LES STATISTIQUES ANNUELLES

Elles correspondent au champ dit des «Gros Permis» au sens de SICLONE, c'est-à-dire qu'elles répondent à l'une au moins des conditions suivantes :

- création d'un ou plusieurs logements ordinaires;
- création d'au moins 50 mètres carrés de locaux à usage autre qu'habitation;
- création de logements ou/et de chambres d'habitation communautaire ou d'hébergement.

Les autres permis concernent essentiellement des constructions annexes aux logements : garages, abris de jardins, vérandas, pièces supplémentaires, petites extensions ou locaux destinés à des activités autres qu'habitation de moins de 50 m².

LES TYPES D'ÉVÉNEMENTS RETENUS

Les demandes de permis ne font plus l'objet d'une exploitation statistique depuis la mise en place de SICLONE, en janvier 1986.

Néanmoins il est possible d'obtenir des chiffres concernant les refus et les sursis à statuer.

1°) LES AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE

Elles concernent les permis autorisés pris en compte pendant l'année. Les permis annulés sont éliminés.

Il s'agit des autorisations accordées à la fin de l'instruction de la demande de permis de construire, c'est-à-dire lorsqu'il a été constaté que le projet n'est pas contraire aux servitudes d'intérêt général et qu'il ne s'oppose pas aux règles d'urbanisme.

2°) LES OUVERTURES DE CHANTIER

Les sorties statistiques concernent les ouvertures de chantier prises en compte pendant l'année et non annulées (les annulations de permis après enregistrement de mise en chantier sont peu fréquentes).

Dans les grosses opérations, les logements sont mis en chantier par tranche. Dans SICLONE, les logements commencés sont également pris en compte par tranche et non plus par bâtiment.

On entend par tranche un ensemble de logements mis en chantier au même moment.

Afin de réduire le délai de prise en compte statistique et d'améliorer le taux de couverture de l'information, un système de relance auprès des pétitionnaires fonctionne depuis plusieurs années. Un système de relance auprès des mairies a été généralisé en 1986.

DATE RÉELLE - DATE DE PRISE EN COMPTE

Il existe un certain délai entre la date réelle à laquelle a eu lieu un événement et la date à laquelle il a été pris en compte par le système statistique.

Relativement réduit dans le cas des autorisations de construire émises par la mairie ou la Direction Départementale de l'Équipement - il est en général plus long pour les ouvertures de chantier dont les déclarations doivent être envoyées par le maître d'ouvrage. De ce fait, la sortie de résultats en date réelle nécessiterait un délai trop élevé.

C'est pourquoi les sorties en date de prise en compte ont été retenues pour l'élaboration des statistiques mensuelles.

Toutefois, afin d'éviter des perturbations liées à la récupération d'informations trop anciennes, les événements pris en compte avec un délai de plus de 18 mois ne sont pas comptabilisés dans les statistiques mensuelles. (Ils sont néanmoins enregistrés dans le fichier SICLONE).

Le souci de présenter des résultats homogènes a conduit à retenir la même règle pour les exploitations annuelles.

GLOSSAIRE

AGGLOMÉRATION (voir UNITÉS URBAINES)

AUTORISÉS (voir DÉCISION D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE)

BATIMENT

Construction homogène ayant ses fondations propres. Le pétitionnaire doit préciser sur sa demande le nombre de bâtiments de l'opération.

CHAMBRE INDÉPENDANTE

Habitation constituée d'une pièce principale et débouchant par une ou plusieurs portes sur un moyen d'accès au public (palier, cour, rue). Ne sont prises en compte dans les statistiques annuelles que les chambres indépendantes intégrées à un «Gros Permis» (création d'un logement par exemple).

COMMENCÉS (voir DÉCLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER)

DÉCISION D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE (AUTORISÉS)

C'est une décision prise par l'autorité compétente (DDE, mairie, ..) qui autorise l'édification d'une construction nouvelle, la modification d'une construction existante ou d'autres travaux soumis à permis de construire. (voir aussi NATURE DES TRAVAUX).

DÉCLARATION D'OUVERTURE DU CHANTIER (COMMENCÉS)

Un chantier est légalement considéré comme ouvert lorsque les fouilles en rigole ou les fondations sont entreprises sur tout ou partie des constructions autorisées. Les constructions commencées sont prises en compte dans SICLONE à la réception de la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) envoyée par le pétitionnaire.

DESTINATION DES LOCAUX A USAGE AUTRE QU'HABITATION

Le pétitionnaire doit décrire sur sa demande de permis les trois principales destinations prévues ainsi que leur surface hors oeuvre nette (SHON).

La nomenclature existante permet, dès l'autorisation de construire, de ventiler les locaux :

- soit en «destinations agrégées» (12 postes)
- soit en «destinations détaillées» (97 postes) (voir annexes).

DESTINATION DES LOGEMENTS

Le pétitionnaire indique la destination principale du ou des logements de l'opération qui peut être :

- la résidence principale
- la résidence secondaire.

LOGEMENT

On appelle logement un ensemble de pièces principales destinées au logement et au sommeil et de pièces de service telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, débarras, buanderies, séchoirs, ainsi que le cas échéant, des dépendances et des dégagements. Un logement doit comporter au moins une pièce principale et une pièce de service (soit salle d'eau, soit cabinet d'aisance), un coin cuisine pouvant éventuellement être aménagé dans la pièce principale.

LOGEMENT ORDINAIRE

Un logement ordinaire n'est ni un logement communautaire (foyer, cité universitaire, casernement, ..), ni un logement d'hébergement (hôtel, motel, pension de famille, ..). Les logements de fonction sont classés avec les logements ordinaires.

MAITRE D'OUVRAGE

Il s'agit du pétitionnaire qui a déposé une demande de permis de construire. Les catégories de maître d'ouvrage sont les suivantes :

- les offices publics d'HLM,
- les sociétés d'HLM, de crédit immobilier, les coopératives de production,
- les sociétés d'économie mixte (SEM),
- les Sociétés Civiles Immobilières (SCI) et les autres sociétés vouées à la construction,
- les entreprises ou établissements à caractère industriel et commercial,
- les collectivités locales,
- l'Etat et les administrations,
- les autres personnes morales,
- les particuliers.

Les explications concernant ces catégories figurent en annexes.

MODE D'UTILISATION DES LOGEMENTS

Le mode d'utilisation principal envisagé pour les logements est :

- l'occupation personnelle,
- la vente ou la location vente,
- la location vide ou meublée,
- mixte à majorité location,
- mixte à majorité accession,
- les logements de fonction ou d'occupation à titre gratuit.

NATURE DES TRAVAUX

La nature des travaux distingue :

- la construction neuve,
- l'extension d'un bâtiment existant,
- la création de niveaux supplémentaires à l'intérieur de locaux existants,
- le changement de destination à l'intérieur d'un bâtiment existant,
- l'installation de locaux dépourvus de fondations,
- les autres travaux.

NOMBRE DE NIVEAUX

Le nombre maximum de niveaux (du permis de construire) comprend le nombre maximum d'étages et le rez-de-chaussée. Dans cette publication cette information n'est donnée que pour les logements collectifs.

PÉTITIONNAIRE (voir MAITRE D'OUVRAGE)

SURFACE AUTRE QU'HABITATION

Elle correspond à la surface créée de chacune des destinations autres qu'habitation du permis de construire. Elle est exprimée en m² de surface hors oeuvre nette (SHON), sauf dans le cas des bâtiments agricoles et d'élevage pour lesquels on ne dispose par définition que de la surface hors oeuvre brute (voir ci-dessous).

SURFACE HORS OEUVRE NETTE (SHON)

La surface hors oeuvre nette s'obtient en déduisant de la surface hors oeuvre brute (somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction) les éléments suivants:

- les combles et sous-sols non aménageables,
- les terrasses, balcons et loggias (surfaces non closes au rez-de-chaussée),
- les surfaces de stationnement des véhicules dans la construction,
- les surfaces destinées au logement des récoltes, des animaux, du matériel agricole et aux serres de production.

SHON HABITATION

Il s'agit de la surface hors oeuvre nette créée affectée aux logements.

SURFACE DE TERRAIN

Le terrain est l'îlot de propriété constitué par la parcelle ou par l'ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision. Les surfaces sont exprimées en m². Sont prises en compte ici les surfaces des terrains sur lesquels sont construits les logements quelle que soit la nature des travaux. Par ailleurs, on n'a pas éliminé les permis partiellement habitation (construction de logements et de commerces, par exemple), ni les opérations dont le coefficient d'occupation du sol est très faible.

TYPE DE CONSTRUCTION

Le type de construction permet de distinguer l'individuel du collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière. L'individuel pur, opération de construction d'une maison seule, peut être distingué de l'individuel groupé qui comporte plusieurs logements individuels dans un même permis.

Les logements «en bande» (maisons individuelles jumelées ou accolées disposant chacune d'une entrée particulière et ne comportant qu'un seul logement) sont un cas particulier de l'individuel groupé.

Le logement collectif correspond à un bâtiment d'au moins deux logements, chacun d'entre eux ne disposant pas d'un accès privatif.

Dans le cas d'opérations regroupant à la fois des logements individuels et collectifs, le type de construction le plus important est retenu.

UNITÉS URBAINES

Une unité urbaine est constituée par des constructions avoisinantes formant un ensemble tel qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 mètres et qu'il comprenne au moins 50 habitants.

Une unité urbaine peut s'étendre sur une ou plusieurs communes, sur plusieurs départements ou régions, sur plusieurs pays. Dans ce dernier cas, les statistiques publiées ici ne concernent que la partie française.

Nous avons retenu les unités urbaines de plus de 100 000 habitants définies par l'INSEE au recensement général de population de 1990.

LISTE DES TABLEAUX LOGEMENTS

TYPE DE CONSTRUCTION	x	x		x			x	x	x			x	x	x			x	x
DESTINATION	x			x			x	x				x		x			x	
TAILLE DU PC	x	x								x								
MAITRE D'OUVRAGE			x	x	x													
MODE D'UTILISATION					x	x	x									x		
NATURE DES TRAVAUX								x	x									
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE										x	x	x	x					
SHON HABITATION MOY. PAR LOGEMENT											x			x	x			
NOMBRE DE NIVEAUX																	x	
FRANCE	x			x	x		x	x		x	x	x		x	x			
RÉGIONS		x	x			x			x				x			x	x	
AGGLO. DE + DE 100.000																		x
AUTORISÉS	21	22	26	29	31	33	36	38	39	43	44	45	47	59	60	61	64	66
COMMENCÉS			28	30	32	35	37					46	51			63	65	

I HABITATION

**IL EST RECOMMANDÉ AU LECTEUR
DE SE REPORTER AU GLOSSAIRE
ET A LA NOTE MÉTHODOLOGIQUE**

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	101003	101003	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	101003	101003
	INDIV. GROUPE	0	0	2 822	9 515	484	6 351	330	9 719	56	3 697	12	1 771	3 704	31 053
	COLLECTIF	102	102	4 257	18 804	1 500	20 440	1 600	49 526	672	45 982	242	39 143	8 373	173997
	TOTAL	101105	101105	7 079	28 319	1 984	26 791	1 930	59 245	728	49 679	254	40 914	113080	306053
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	8 171	8 171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 171	8 171
	INDIV. GROUPE	0	0	327	1 075	55	755	42	1 282	17	1 129	8	1 576	449	5 817
	COLLECTIF	7	7	407	1 738	115	1 575	133	4 047	58	3 858	23	3 585	743	14 810
	TOTAL	8 178	8 178	734	2 813	170	2 330	175	5 329	75	4 987	31	5 161	9 363	28 798
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	109174	109174	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109174	109174
	INDIV. GROUPE	0	0	3 149	10 590	539	7 106	372	11 001	73	4 826	20	3 347	4 153	36 870
	COLLECTIF	109	109	4 664	20 542	1 615	22 015	1 733	53 573	730	49 840	265	42 728	9 116	188807
	TOTAL	109283	109283	7 813	31 132	2 154	29 121	2 105	64 574	803	54 666	285	46 075	122443	334851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
11. I. DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	6 658	6 658	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 658	6 658
	INDIV. GROUPE	0	0	210	695	37	531	64	2 064	14	885	1	225	326	4 400
	COLLECTIF	37	37	683	3 327	318	4 374	360	11 391	199	13 621	62	8 660	1 659	41 410
	TOTAL	6 695	6 695	893	4 022	355	4 905	424	13 455	213	14 506	63	8 885	8 643	52 468
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	1 382	1 382	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 382	1 382
	INDIV. GROUPE	0	0	38	158	15	202	10	268	0	0	0	0	63	628
	COLLECTIF	1	1	55	255	15	207	19	551	15	1 103	5	646	110	2 763
	TOTAL	1 383	1 383	93	413	30	409	29	819	15	1 103	5	646	1 555	4 773
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	2 580	2 580	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 580	2 580
	INDIV. GROUPE	0	0	45	187	11	162	9	263	3	182	0	0	68	794
	COLLECTIF	1	1	78	390	47	630	34	983	13	862	4	597	177	3 463
	TOTAL	2 581	2 581	123	577	58	792	43	1 246	16	1 044	4	597	2 825	6 837
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 658	2 658	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 658	2 658
	INDIV. GROUPE	0	0	48	197	14	181	12	350	2	104	1	117	77	949
	COLLECTIF	1	1	74	336	40	551	37	1 131	14	947	3	375	169	3 341
	TOTAL	2 659	2 659	122	533	54	732	49	1 481	16	1 051	4	492	2 904	6 948
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	4 207	4 207	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 207	4 207
	INDIV. GROUPE	0	0	119	485	40	489	22	604	2	114	0	0	183	1 692
	COLLECTIF	3	3	173	786	54	730	60	1 818	17	1 068	6	1 065	313	5 470
	TOTAL	4 210	4 210	292	1 271	94	1 219	82	2 422	19	1 182	6	1 065	4 703	11 369
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 853	2 853	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 853	2 853
	INDIV. GROUPE	0	0	54	209	16	191	14	371	5	352	0	0	89	1 123
	COLLECTIF	0	0	55	270	18	240	28	803	12	831	5	816	118	2 960
	TOTAL	2 853	2 853	109	479	34	431	42	1 174	17	1 183	5	816	3 060	6 936

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	2 659	2 659	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 659	2 659
	INDIV. GROUPE	0	0	60	229	5	52	4	150	0	0	0	0	69	431
	COLLECTIF	0	0	89	382	34	438	32	978	16	1 042	2	328	173	3 168
	TOTAL	2 659	2 659	149	611	39	490	36	1 128	16	1 042	2	328	2 901	6 258
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	3 227	3 227	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 227	3 227
	INDIV. GROUPE	0	0	106	517	67	882	42	1 147	4	249	1	280	220	3 075
	COLLECTIF	0	0	102	476	64	922	68	2 124	26	1 783	14	2 308	274	7 613
	TOTAL	3 227	3 227	208	993	131	1 804	110	3 271	30	2 032	15	2 588	3 721	13 915
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	3 054	3 054	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 054	3 054
	INDIV. GROUPE	0	0	55	210	10	133	6	174	0	0	0	0	71	517
	COLLECTIF	2	2	109	492	32	402	23	739	9	556	4	613	179	2 804
	TOTAL	3 056	3 056	164	702	42	535	29	913	9	556	4	613	3 304	6 375
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	4 143	4 143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 143	4 143
	INDIV. GROUPE	0	0	56	169	5	62	2	43	0	0	0	0	63	274
	COLLECTIF	4	4	208	887	68	960	59	1 892	15	1 124	5	752	359	5 619
	TOTAL	4 147	4 147	264	1 056	73	1 022	61	1 935	15	1 124	5	752	4 565	10 036
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	2 168	2 168	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 168	2 168
	INDIV. GROUPE	0	0	43	145	4	53	0	0	0	0	0	0	47	198
	COLLECTIF	12	12	152	623	28	371	18	507	6	454	1	120	217	2 087
	TOTAL	2 180	2 180	195	768	32	424	18	507	6	454	1	120	2 432	4 453
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	8 326	8 326	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 326	8 326
	INDIV. GROUPE	0	0	293	1 085	51	658	23	661	5	394	1	116	373	2 914
	COLLECTIF	6	6	238	1 141	79	1 091	90	2 673	40	2 685	15	2 140	468	9 736
	TOTAL	8 332	8 332	531	2 226	130	1 749	113	3 334	45	3 079	16	2 256	9 167	20 976

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	7 308	7 308	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 308	7 308
	INDIV. GROUPE	0	0	204	784	48	609	15	426	2	102	1	125	270	2 046
	COLLECTIF	3	3	398	1 805	114	1 529	88	2 435	28	1 810	12	1 953	643	9 535
	TOTAL	7 311	7 311	602	2 589	162	2 138	103	2 861	30	1 912	13	2 078	8 221	18 889
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	4 115	4 115	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 115	4 115
	INDIV. GROUPE	0	0	191	719	25	338	13	353	5	394	1	127	235	1 931
	COLLECTIF	4	4	159	719	45	621	31	911	19	1 390	5	801	263	4 446
	TOTAL	4 119	4 119	350	1 438	70	959	44	1 264	24	1 784	6	928	4 613	10 492
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	8 401	8 401	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 401	8 401
	INDIV. GROUPE	0	0	208	634	28	390	22	735	6	357	0	0	264	2 116
	COLLECTIF	8	8	263	1 124	76	1 007	101	3 165	45	3 138	13	2 204	506	10 646
	TOTAL	8 409	8 409	471	1 758	104	1 397	123	3 900	51	3 495	13	2 204	9 171	21 163
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	7 732	7 732	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 732	7 732
	INDIV. GROUPE	0	0	182	527	15	199	14	412	2	125	1	129	214	1 392
	COLLECTIF	11	11	282	1 133	72	999	73	2 320	26	1 821	29	6 091	493	12 375
	TOTAL	7 743	7 743	464	1 660	87	1 198	87	2 732	28	1 946	30	6 220	8 439	21 499
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 651	1 651	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 651	1 651
	INDIV. GROUPE	0	0	35	133	3	34	3	100	0	0	0	0	41	267
	COLLECTIF	1	1	38	178	13	164	12	425	1	58	2	304	67	1 130
	TOTAL	1 652	1 652	73	311	16	198	15	525	1	58	2	304	1 759	3 048
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	12 816	12 816	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 816	12 816
	INDIV. GROUPE	0	0	328	1 036	51	680	33	959	9	552	0	0	421	3 227
	COLLECTIF	8	8	742	3 016	241	3 280	283	8 685	97	6 584	19	2 910	1 390	24 483
	TOTAL	12 824	12 824	1 070	4 052	292	3 960	316	9 644	106	7 136	19	2 910	14 627	40 526

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	2 670	2 670	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 670	2 670
	INDIV. GROUPE	0	0	45	160	11	134	4	128	0	0	0	0	60	422
	COLLECTIF	2	2	75	348	19	274	20	619	9	572	0	0	125	1 815
	TOTAL	2 672	2 672	120	508	30	408	24	747	9	572	0	0	2 855	4 907
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	8 954	8 954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 954	8 954
	INDIV. GROUPE	0	0	159	509	35	479	24	652	5	384	8	1 338	231	3 362
	COLLECTIF	1	1	213	862	67	930	98	3 204	33	2 333	16	2 556	428	9 886
	TOTAL	8 955	8 955	372	1 371	102	1 409	122	3 856	38	2 717	24	3 894	9 613	22 202
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	10 736	10 736	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 736	10 736
	INDIV. GROUPE	0	0	629	1 674	44	587	31	964	8	566	5	890	717	4 681
	COLLECTIF	4	4	433	1 830	161	2 182	191	5 953	87	5 875	42	7 379	918	23 223
	TOTAL	10 740	10 740	1 062	3 504	205	2 769	222	6 917	95	6 441	47	8 269	12 371	38 640
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	876	876	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	876	876
	INDIV. GROUPE	0	0	41	128	4	60	5	177	1	66	0	0	51	431
	COLLECTIF	0	0	45	162	10	113	8	266	3	183	1	110	67	834
	TOTAL	876	876	86	290	14	173	13	443	4	249	1	110	994	2 141
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	109174	109174	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109174	109174
	INDIV. GROUPE	0	0	3 149	10 590	539	7 106	372	11 001	73	4 826	20	3 347	4 153	36 870
	COLLECTIF	109	109	4 664	20 542	1 615	22 015	1 733	53 573	730	49 840	265	42 728	9 116	188807
	TOTAL	109283	109283	7 813	31 132	2 154	29 121	2 105	64 574	803	54 666	285	46 075	122443	334851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE ET LA REGION

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
11. I. DE FRANCE	PC	110	106	85	1 179	194	77	29	262	6 601	8 643
	LOGTS	3 862	5 035	3 304	24 384	2 760	423	467	2 968	9 265	52 468
21. CHAMPAGNE	PC	39	60	2	71	6	7	2	28	1 340	1 555
	LOGTS	647	1 201	186	872	28	27	17	274	1 521	4 773
22. PICARDIE	PC	40	59	8	117	11	4	9	55	2 522	2 825
	LOGTS	1 158	1 126	71	973	51	6	9	531	2 912	6 837
23. HT NORM.	PC	26	58	12	92	33	15	3	36	2 629	2 904
	LOGTS	651	1 216	227	1 035	498	70	20	227	3 004	6 948
24. CENTRE	PC	82	121	8	231	42	38	10	87	4 084	4 703
	LOGTS	920	1 686	120	3 059	192	123	74	797	4 398	11 369
25. BS NORM.	PC	40	45	9	71	17	25	2	46	2 805	3 060
	LOGTS	733	746	90	1 433	321	70	2	533	3 008	6 936
26. BOURGOGNE	PC	53	29	11	79	12	31	9	61	2 616	2 901
	LOGTS	655	750	155	1 222	82	138	109	349	2 798	6 258
31. NORD	PC	58	157	9	154	21	22	4	89	3 207	3 721
	LOGTS	1 625	3 260	180	3 361	264	114	117	1 479	3 515	13 915
41. LORRAINE	PC	18	29	8	126	18	21	7	54	3 023	3 304
	LOGTS	376	633	78	1 467	73	65	26	320	3 337	6 375
42. ALSACE	PC	17	24	12	464	52	16	3	92	3 885	4 565
	LOGTS	598	808	528	2 752	269	37	12	610	4 422	10 036
43. FR. COMTE	PC	23	20	4	65	14	24	5	50	2 227	2 432
	LOGTS	344	351	182	537	36	61	10	356	2 576	4 453
52. P. DE LOIRE	PC	114	127	9	424	48	84	10	126	8 225	9 167
	LOGTS	1 624	1 937	516	5 631	419	384	34	1 020	9 411	20 976

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE ET LA REGION

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
53. BRETAGNE	PC	117	91	9	321	40	92	12	172	7 367	8 221
	LOGTS	1 900	1 362	39	4 893	542	364	53	1 489	8 247	18 889
54. POITOU-CH.	PC	66	34	22	194	33	70	4	65	4 125	4 613
	LOGTS	919	281	392	2 521	520	386	19	233	5 221	10 492
72. AQUITAINE	PC	45	64	20	343	74	54	8	309	8 254	9 171
	LOGTS	1 297	1 537	533	2 642	1 248	372	27	3 815	9 692	21 163
73. MIDI-PYR.	PC	46	48	17	450	45	74	6	113	7 640	8 439
	LOGTS	555	2 700	196	6 724	552	242	120	902	9 508	21 499
74. LIMOUSIN	PC	17	21	8	23	12	27	6	30	1 615	1 759
	LOGTS	107	158	19	241	261	95	57	319	1 791	3 048
82. RHONE-ALPES	PC	152	150	58	1 072	108	117	19	264	12 687	14 627
	LOGTS	3 275	3 377	1 328	12 844	1 216	469	177	2 516	15 324	40 526
83. AUVERGNE	PC	28	37	4	29	6	27	5	62	2 657	2 855
	LOGTS	312	456	58	197	73	107	56	625	3 023	4 907
91. LANGUEDOC	PC	49	27	7	448	84	34	10	301	8 653	9 613
	LOGTS	735	343	83	7 186	291	47	157	1 689	11 671	22 202
93. P.A.C.A.	PC	40	32	16	639	95	50	7	450	11 042	12 371
	LOGTS	877	1 033	86	9 073	1 239	357	23	6 704	19 248	38 640
94. CORSE	PC	5	5	0	42	4	7	4	4	923	994
	LOGTS	24	284	0	363	91	36	5	41	1 297	2 141
TOTAL	PC	1 185	1 344	338	6 634	969	916	174	2 756	108 127	122 443
	LOGTS	23 194	30 280	8 371	93 410	11 026	3 993	1 591	27 797	135 189	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
11. I.DE FRANCE	4 060	4 260	2 857	17 671	3 040	195	286	1 939	8 931	43 239
21. CHAMPAGNE	547	840	83	651	87	13	27	239	1 406	3 893
22. PICARDIE	981	919	93	653	17	15	86	148	2 841	5 753
23. HT NORM.	489	973	29	498	451	17	6	80	2 571	5 114
24. CENTRE	450	926	76	1 610	154	80	47	531	4 259	8 133
25. BS NORM.	575	542	19	964	133	41	6	277	2 758	5 315
26. BOURGOGNE	529	725	87	1 159	70	91	18	213	2 686	5 578
31. NORD	738	2 152	12	2 440	48	21	3	889	3 318	9 621
41. LORRAINE	345	461	9	810	68	44	51	164	2 780	4 732
42. ALSACE	615	292	273	2 778	192	19	6	298	4 180	8 653
43. FR. COMTE	253	200	4	600	41	54	7	399	2 586	4 144
52. P. DE LOIRE	1 140	1 613	53	4 612	298	301	19	506	8 116	16 658
53. BRETAGNE	1 496	1 532	182	4 244	558	237	34	1 580	7 270	17 133
54. POITOU-CH.	574	196	217	1 487	295	380	8	428	4 485	8 070
72. AQUITAINE	1 060	747	279	2 693	1 632	140	77	3 591	9 090	19 309
73. MIDI-PYR.	648	2 166	219	9 004	113	314	6	834	9 120	22 424
74. LIMOUSIN	325	120	24	168	84	48	2	76	1 682	2 529
82. RHONE-ALPES	2 918	2 264	1 087	8 304	794	359	110	1 843	13 070	30 749
83. AUVERGNE	305	343	135	307	80	97	13	376	2 761	4 417
91. LANGUEDOC	1 027	511	3	3 976	233	107	64	1 271	10 723	17 915
93. P.A.C.A.	778	559	247	5 890	565	137	96	3 702	15 756	27 730
94. CORSE	32	0	0	240	1	27	10	79	906	1 295
TOTAL	19 885	22 341	5 988	70 759	8 954	2 737	982	19 463	121 295	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	124	126	68	2 666	433	394	76	1 279	95 837	101 003
	INDIV. GROUPE	4 735	5 396	1 030	10 168	912	786	337	2 515	5 174	31 053
	COLLECTIF	18 214	24 654	7 160	69 057	9 274	2 527	1 177	20 042	21 892	173 997
	TOTAL	23 073	30 176	8 258	81 891	10 619	3 707	1 590	23 836	122 903	306 053
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	3	0	3	181	12	22	1	113	7 836	8 171
	INDIV. GROUPE	8	62	22	2 964	133	164	0	1 070	1 394	5 817
	COLLECTIF	110	42	88	8 374	262	100	0	2 778	3 056	14 810
	TOTAL	121	104	113	11 519	407	286	1	3 961	12 286	28 798
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	127	126	71	2 847	445	416	77	1 392	103 673	109 174
	INDIV. GROUPE	4 743	5 458	1 052	13 132	1 045	950	337	3 585	6 568	36 870
	COLLECTIF	18 324	24 696	7 248	77 431	9 536	2 627	1 177	22 820	24 948	188 807
	TOTAL	23 194	30 280	8 371	93 410	11 026	3 993	1 591	27 797	135 189	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	111	109	45	2 520	323	336	64	1 095	91 612	96 215
	INDIV. GROUPE	3 330	4 810	561	7 743	1 138	554	120	1 760	4 145	24 161
	COLLECTIF	16 392	17 364	5 298	53 468	6 975	1 586	743	14 615	16 339	132 780
	TOTAL	19 833	22 283	5 904	63 731	8 436	2 476	927	17 470	112 096	253 156
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	0	0	0	157	13	25	3	86	6 988	7 272
	INDIV. GROUPE	16	12	29	1 554	66	101	0	478	853	3 109
	COLLECTIF	36	46	55	5 317	439	135	52	1 429	1 358	8 867
	TOTAL	52	58	84	7 028	518	261	55	1 993	9 199	19 248
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	111	109	45	2 677	336	361	67	1 181	98 600	103 487
	INDIV. GROUPE	3 346	4 822	590	9 297	1 204	655	120	2 238	4 998	27 270
	COLLECTIF	16 428	17 410	5 353	58 785	7 414	1 721	795	16 044	17 697	141 647
	TOTAL	19 885	22 341	5 988	70 759	8 954	2 737	982	19 463	121 295	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, ET LE MODE D'UTILISATION

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
OCCUPATION PERSONNELLE	LOGTS	928	964	294	7 339	930	255	118	2 636	109 206	122 670
	PC	105	92	38	1 960	232	103	36	1 031	100 247	103 844
VENTE OU LOCATION VENTE	LOGTS	1 690	4 190	2 047	68 365	7 233	252	77	17 222	12 759	113 835
	PC	80	185	82	3 496	435	41	6	926	2 093	7 344
LOCATION VIDE OU MEUBLEE	LOGTS	19 930	24 568	5 316	14 816	2 173	2 804	876	7 192	11 742	89 417
	PC	971	1 035	180	976	174	524	35	588	5 260	9 743
MIXTE A MAJORITE LOCATION	LOGTS	395	472	402	1 312	343	78	42	206	462	3 712
	PC	11	17	4	39	7	10	2	15	97	202
MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGTS	206	65	96	1 404	187	0	0	180	504	2 642
	PC	2	2	3	43	9	0	0	9	28	96
LOGEMENT DE FONCTION	LOGTS	45	21	216	174	160	604	478	361	516	2 575
	PC	16	13	31	120	112	238	95	187	402	1 214
TOTAL	LOGTS	23 194	30 280	8 371	93 410	11 026	3 993	1 591	27 797	135 189	334 851
	PC	1 185	1 344	338	6 634	969	916	174	2 756	108 127	122 443

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, ET LE MODE D'UTILISATION

UNITE : LOGEMENTS	OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
OCCUPATION PERSONNELLE	753	834	262	5 139	1 319	233	192	2 348	102 236	113 316
VENTE OU LOCATION VENTE	1 430	3 264	1 420	53 703	5 554	170	149	11 969	8 948	86 607
LOCATION VIDE OU MEUBLEE	17 414	17 485	4 116	9 711	1 598	1 797	303	4 697	9 138	66 259
MIXTE A MAJORITE LOCATION	217	568	38	1 453	252	31	0	107	356	3 022
MIXTE A MAJORITE ACCESSION	12	137	96	598	78	0	0	128	228	1 277
LOGEMENT DE FONCTION	59	53	56	155	153	506	338	214	389	1 923
TOTAL	19 885	22 341	5 988	70 759	8 954	2 737	982	19 463	121 295	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION ET LA REGION

		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
11. I. DE FRANCE	PC	6 298	1 393	655	22	24	251	8 643
	LOGTS	7 993	27 524	14 879	815	641	616	52 468
21. CHAMPAGNE	PC	1 300	54	175	5	4	17	1 555
	LOGTS	1 418	864	2 184	140	118	49	4 773
22. PICARDIE	PC	2 456	109	224	7	3	26	2 825
	LOGTS	3 125	1 082	2 292	53	244	41	6 837
23. HT NORM.	PC	2 478	134	260	2	1	29	2 904
	LOGTS	2 595	1 515	2 775	8	1	54	6 948
24. CENTRE	PC	3 873	271	500	7	3	49	4 703
	LOGTS	4 534	3 325	3 341	23	16	130	11 369
25. BS NORM.	PC	2 632	102	295	5	1	25	3 060
	LOGTS	2 637	2 070	2 075	109	12	33	6 936
26. BOURGOGNE	PC	2 534	83	246	3	0	35	2 901
	LOGTS	2 721	1 495	1 954	22	0	66	6 258
31. NORD	PC	3 095	227	355	7	1	36	3 721
	LOGTS	3 109	3 781	6 608	267	56	94	13 915
41. LORRAINE	PC	2 973	111	203	5	0	12	3 304
	LOGTS	3 163	1 594	1 459	83	0	76	6 375
42. ALSACE	PC	4 014	265	239	8	6	33	4 565
	LOGTS	4 095	2 961	2 656	194	81	49	10 036
43. FR. COMTE	PC	2 082	69	258	6	2	15	2 432
	LOGTS	2 176	625	1 589	22	11	30	4 453
52. P. DE LOIRE	PC	7 724	452	932	11	2	46	9 167
	LOGTS	8 411	6 319	5 874	164	61	147	20 976

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION ET LA REGION

		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
53. BRETAGNE	PC	6 828	418	901	12	3	59	8 221
	LOGTS	6 971	5 409	6 106	273	38	92	18 889
54. POITOU-CH.	PC	3 759	256	556	4	1	37	4 613
	LOGTS	4 217	3 278	2 779	84	56	78	10 492
72. AQUITAINE	PC	7 815	539	709	20	8	80	9 171
	LOGTS	8 793	7 351	4 536	218	133	132	21 163
73. MIDI-PYR.	PC	7 134	417	797	15	10	66	8 439
	LOGTS	7 469	5 483	7 624	211	495	217	21 499
74. LIMOUSIN	PC	1 529	64	140	5	2	19	1 759
	LOGTS	1 661	572	721	26	46	22	3 048
82. RHONE-ALPES	PC	12 353	937	1 122	29	14	172	14 627
	LOGTS	12 798	15 469	11 086	547	296	330	40 526
83. AUVERGNE	PC	2 516	70	248	3	1	17	2 855
	LOGTS	2 517	787	1 511	14	57	21	4 907
91. LANGUEDOC	PC	8 631	445	468	13	2	54	9 613
	LOGTS	11 993	6 931	2 878	256	79	65	22 202
93. P.A.C.A.	PC	10 957	877	398	12	7	120	12 371
	LOGTS	19 370	14 935	3 794	172	153	216	38 640
94. CORSE	PC	863	51	62	1	1	16	994
	LOGTS	904	465	696	11	48	17	2 141
TOTAL	PC	103 844	7 344	9 743	202	96	1 214	122 443
	LOGTS	122 670	113 835	89 417	3 712	2 642	2 575	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
11. ILE DE FRANCE	9 234	19 553	12 522	1 022	411	497	43 239
21. CHAMPAGNE-ARDENNE	1 303	816	1 686	66	2	20	3 893
22. PICARDIE	2 625	712	2 270	40	0	106	5 753
23. HAUTE NORMANDIE	2 365	636	2 044	26	1	42	5 114
24. CENTRE	4 070	2 048	1 705	112	71	127	8 133
25. BASSE NORMANDIE	2 450	1 172	1 561	1	100	31	5 315
26. BOURGOGNE	2 617	1 164	1 735	4	26	32	5 578
31. NORD	2 946	2 625	3 810	218	5	17	9 621
41. LORRAINE	2 690	927	1 082	18	0	15	4 732
42. ALSACE	4 106	2 850	1 472	111	83	31	8 653
43. FRANCHE COMTE	2 308	547	1 244	16	10	19	4 144
52. PAYS DE LA LOIRE	7 694	4 451	4 230	123	9	151	16 658
53. BRETAGNE	6 472	5 453	4 923	193	32	60	17 133
54. POITOU-CHARENTES	3 823	2 143	2 053	13	0	38	8 070
72. AQUITAINE	8 731	7 075	3 277	76	50	100	19 309
73. MIDI-PYRENEES	6 721	9 493	5 738	165	231	76	22 424
74. LIMOUSIN	1 532	284	686	4	0	23	2 529
82. RHONE-ALPES	11 746	10 141	8 120	370	121	251	30 749
83. AUVERGNE	2 516	696	1 108	9	63	25	4 417
91. LANGUEDOC ROUS.	11 073	4 262	2 348	164	6	62	17 915
93. PACA	15 557	9 250	2 421	271	56	175	27 730
94. CORSE	737	309	224	0	0	25	1 295
TOTAL	113 316	86 607	66 259	3 022	1 277	1 923	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	94 691	1 891	3 479	34	7	901	101 003
	INDIV. GROUPE	4 580	11 884	13 544	447	214	384	31 053
	COLLECTIF	14 471	85 064	68 450	2 580	2 191	1 241	173 997
	TOTAL	113 742	98 839	85 473	3 061	2 412	2 526	306 053
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	7 109	273	750	14	0	25	8 171
	INDIV. GROUPE	343	3 556	1 764	53	99	2	5 817
	COLLECTIF	1 476	11 167	1 430	584	131	22	14 810
	TOTAL	8 928	14 996	3 944	651	230	49	28 798
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	101 800	2 164	4 229	48	7	926	109 174
	INDIV. GROUPE	4 923	15 440	15 308	500	313	386	36 870
	COLLECTIF	15 947	96 231	69 880	3 164	2 322	1 263	188 807
	TOTAL	122 670	113 835	89 417	3 712	2 642	2 575	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	91 178	1 428	2 850	23	11	725	96 215
	INDIV. GROUPE	4 177	9 177	10 281	137	122	267	24 161
	COLLECTIF	10 107	67 119	50 983	2 589	1 096	886	132 780
	TOTAL	105 462	77 724	64 114	2 749	1 229	1 878	253 156
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	6 396	217	610	11	0	38	7 272
	INDIV. GROUPE	385	1 911	668	126	17	2	3 109
	COLLECTIF	1 073	6 755	867	136	31	5	8 867
	TOTAL	7 854	8 883	2 145	273	48	45	19 248
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	97 574	1 645	3 460	34	11	763	103 487
	INDIV. GROUPE	4 562	11 088	10 949	263	139	269	27 270
	COLLECTIF	11 180	73 874	51 850	2 725	1 127	891	141 647
	TOTAL	113 316	86 607	66 259	3 022	1 277	1 923	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	93 630	93 630	1 021	1 021	359	359	4 653	4 653	70	70	1 270	1 270	101003	101003
	INDIV. GROUPE	3 206	28 527	145	1 150	28	109	242	816	4	17	79	434	3 704	31 053
	COLLECTIF	6 014	158329	715	5 313	82	525	1 180	6 508	2	6	380	3 316	8 373	173997
	TOTAL	102850	280486	1 881	7 484	469	993	6 075	11 977	76	93	1 729	5 020	113080	306053
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	6 579	6 579	123	123	40	40	1 179	1 179	23	23	227	227	8 171	8 171
	INDIV. GROUPE	367	5 443	18	103	2	4	54	181	1	5	7	81	449	5 817
	COLLECTIF	496	12 758	69	737	6	35	142	1 001	0	0	30	279	743	14 810
	TOTAL	7 442	24 780	210	963	48	79	1 375	2 361	24	28	264	587	9 363	28 798
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	100209	100209	1 144	1 144	399	399	5 832	5 832	93	93	1 497	1 497	109174	109174
	INDIV. GROUPE	3 573	33 970	163	1 253	30	113	296	997	5	22	86	515	4 153	36 870
	COLLECTIF	6 510	171087	784	6 050	88	560	1 322	7 509	2	6	410	3 595	9 116	188807
	TOTAL	110292	305266	2 091	8 447	517	1 072	7 450	14 338	100	121	1 993	5 607	122443	334851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	6 406	6 406	48	48	2	2	202	202	0	0	0	0	6 658	6 658
	INDIV. GROUPE	299	4 278	5	10	2	10	20	102	0	0	0	0	326	4 400
	COLLECTIF	1 364	39 681	112	697	7	70	176	962	0	0	0	0	1 659	41 410
	TOTAL	8 069	50 365	165	755	11	82	398	1 266	0	0	0	0	8 643	52 468
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	1 245	1 245	10	10	10	10	82	82	1	1	34	34	1 382	1 382
	INDIV. GROUPE	59	620	0	0	1	2	2	4	0	0	1	2	63	628
	COLLECTIF	79	2 565	11	68	1	4	15	90	0	0	4	36	110	2 763
	TOTAL	1 383	4 430	21	78	12	16	99	176	1	1	39	72	1 555	4 773
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	2 360	2 360	17	17	11	11	115	115	6	6	71	71	2 580	2 580
	INDIV. GROUPE	56	743	1	6	0	0	10	39	0	0	1	6	68	794
	COLLECTIF	107	2 924	19	104	1	4	30	238	0	0	20	193	177	3 463
	TOTAL	2 523	6 027	37	127	12	15	155	392	6	6	92	270	2 825	6 837
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 285	2 285	63	63	8	8	256	256	4	4	42	42	2 658	2 658
	INDIV. GROUPE	66	913	2	11	0	0	8	23	0	0	1	2	77	949
	COLLECTIF	130	2 997	13	66	0	0	12	126	1	4	13	148	169	3 341
	TOTAL	2 481	6 195	78	140	8	8	276	405	5	8	56	192	2 904	6 948
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	3 801	3 801	19	19	22	22	286	286	7	7	72	72	4 207	4 207
	INDIV. GROUPE	158	1 580	3	10	1	7	14	65	0	0	7	30	183	1 692
	COLLECTIF	195	4 671	19	270	3	23	65	281	0	0	31	225	313	5 470
	TOTAL	4 154	10 052	41	299	26	52	365	632	7	7	110	327	4 703	11 369
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 419	2 419	5	5	32	32	294	294	7	7	96	96	2 853	2 853
	INDIV. GROUPE	81	1 089	1	2	1	4	4	16	0	0	2	12	89	1 123
	COLLECTIF	89	2 727	2	31	0	0	21	126	0	0	6	76	118	2 960
	TOTAL	2 589	6 235	8	38	33	36	319	436	7	7	104	184	3 060	6 936

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	2 198	2 198	202	202	17	17	205	205	0	0	37	37	2 659	2 659
	INDIV. GROUPE	59	405	2	5	3	8	3	7	0	0	2	6	69	431
	COLLECTIF	105	2 737	8	32	1	2	37	277	0	0	22	120	173	3 168
	TOTAL	2 362	5 340	212	239	21	27	245	489	0	0	61	163	2 901	6 258
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	3 132	3 132	15	15	1	1	52	52	0	0	27	27	3 227	3 227
	INDIV. GROUPE	190	2 383	16	567	1	11	8	47	0	0	5	67	220	3 075
	COLLECTIF	198	6 754	22	121	2	32	44	315	0	0	8	391	274	7 613
	TOTAL	3 520	12 269	53	703	4	44	104	414	0	0	40	485	3 721	13 915
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	2 821	2 821	15	15	24	24	116	116	1	1	77	77	3 054	3 054
	INDIV. GROUPE	51	419	3	10	0	0	9	31	0	0	8	57	71	517
	COLLECTIF	105	2 270	22	224	4	16	30	151	0	0	18	143	179	2 804
	TOTAL	2 977	5 510	40	249	28	40	155	298	1	1	103	277	3 304	6 375
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	3 857	3 857	34	34	17	17	151	151	1	1	83	83	4 143	4 143
	INDIV. GROUPE	48	231	4	14	0	0	5	11	0	0	6	18	63	274
	COLLECTIF	256	4 903	37	197	1	3	41	217	0	0	24	299	359	5 619
	TOTAL	4 161	8 991	75	245	18	20	197	379	1	1	113	400	4 565	10 036
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	1 878	1 878	13	13	33	33	184	184	2	2	58	58	2 168	2 168
	INDIV. GROUPE	25	137	6	16	1	5	13	34	0	0	2	6	47	198
	COLLECTIF	78	1 384	26	90	14	65	71	311	0	0	28	237	217	2 087
	TOTAL	1 981	3 399	45	119	48	103	268	529	2	2	88	301	2 432	4 453
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	7 942	7 942	12	12	14	14	296	296	7	7	55	55	8 326	8 326
	INDIV. GROUPE	329	2 745	12	56	0	0	22	64	3	10	7	39	373	2 914
	COLLECTIF	315	8 645	33	307	8	81	84	515	0	0	28	188	468	9 736
	TOTAL	8 586	19 332	57	375	22	95	402	875	10	17	90	282	9 167	20 976

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	6 784	6 784	16	16	2	2	426	426	4	4	76	76	7 308	7 308
	INDIV. GROUPE	215	1 838	6	29	2	15	41	122	2	12	4	30	270	2 046
	COLLECTIF	369	7 760	63	467	7	87	173	1 117	0	0	31	104	643	9 535
	TOTAL	7 368	16 382	85	512	11	104	640	1 665	6	16	111	210	8 221	18 889
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	3 640	3 640	98	98	38	38	270	270	3	3	66	66	4 115	4 115
	INDIV. GROUPE	193	1 793	7	30	3	9	24	66	0	0	8	33	235	1 931
	COLLECTIF	165	3 487	23	453	3	15	41	202	0	0	31	289	263	4 446
	TOTAL	3 998	8 920	128	581	44	62	335	538	3	3	105	388	4 613	10 492
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	7 749	7 749	50	50	14	14	418	418	9	9	161	161	8 401	8 401
	INDIV. GROUPE	216	1 837	16	147	1	2	21	87	0	0	10	43	264	2 116
	COLLECTIF	361	9 267	44	460	4	31	57	413	1	2	39	473	506	10 646
	TOTAL	8 326	18 853	110	657	19	47	496	918	10	11	210	677	9 171	21 163
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	7 172	7 172	49	49	12	12	432	432	2	2	65	65	7 732	7 732
	INDIV. GROUPE	174	1 260	13	46	1	2	21	73	0	0	5	11	214	1 392
	COLLECTIF	343	11 589	60	378	3	8	57	285	0	0	30	115	493	12 375
	TOTAL	7 689	20 021	122	473	16	22	510	790	2	2	100	191	8 439	21 499
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 273	1 273	179	179	3	3	148	148	3	3	45	45	1 651	1 651
	INDIV. GROUPE	36	213	1	2	0	0	2	5	0	0	2	47	41	267
	COLLECTIF	33	901	6	48	0	0	20	140	0	0	8	41	67	1 130
	TOTAL	1 342	2 387	186	229	3	3	170	293	3	3	55	133	1 759	3 048
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	11 573	11 573	146	146	59	59	982	982	11	11	45	45	12 816	12 816
	INDIV. GROUPE	347	2 878	28	142	5	10	38	121	0	0	3	76	421	3 227
	COLLECTIF	961	21 947	156	1 099	16	68	227	1 123	0	0	30	246	1 390	24 483
	TOTAL	12 881	36 398	330	1 387	80	137	1 247	2 226	11	11	78	367	14 627	40 526

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement / DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	2 255	2 255	13	13	20	20	301	301	8	8	73	73	2 670	2 670
	INDIV. GROUPE	52	398	2	4	0	0	6	20	0	0	0	0	60	422
	COLLECTIF	69	1 507	9	63	2	12	32	169	0	0	13	64	125	1 815
	TOTAL	2 376	4 160	24	80	22	32	339	490	8	8	86	137	2 855	4 907
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	8 402	8 402	44	44	32	32	311	311	12	12	153	153	8 954	8 954
	INDIV. GROUPE	212	3 308	6	16	3	15	7	16	0	0	3	7	231	3 362
	COLLECTIF	357	9 317	19	302	2	13	41	200	0	0	9	54	428	9 886
	TOTAL	8 971	21 027	69	362	37	60	359	527	12	12	165	214	9 613	22 202
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	10 212	10 212	40	40	26	26	298	298	5	5	155	155	10 736	10 736
	INDIV. GROUPE	664	4 493	26	121	5	13	17	40	0	0	5	14	717	4 681
	COLLECTIF	778	22 302	70	505	8	22	46	245	0	0	16	149	918	23 223
	TOTAL	11 654	37 007	136	666	39	61	361	583	5	5	176	318	12 371	38 640
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	805	805	56	56	2	2	7	7	0	0	6	6	876	876
	INDIV. GROUPE	43	409	3	9	0	0	1	4	0	0	4	9	51	431
	COLLECTIF	53	752	10	68	1	4	2	6	0	0	1	4	67	834
	TOTAL	901	1 966	69	133	3	6	10	17	0	0	11	19	994	2 141
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	100209	100209	1 144	1 144	399	399	5 832	5 832	93	93	1 497	1 497	109174	109174
	INDIV. GROUPE	3 573	33 970	163	1 253	30	113	296	997	5	22	86	515	4 153	36 870
	COLLECTIF	6 510	171087	784	6 050	88	560	1 322	7 509	2	6	410	3 595	9 116	188807
	TOTAL	110292	305266	2 091	8 447	517	1 072	7 450	14 338	100	121	1 993	5 607	122443	334851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE TRANCHE D'UNITE URBAINE ET LA TAILLE DE L'OPERATION

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
1 LOGT	LOGTS	52 296	10 030	7 826	5 644	6 460	4 908	5 115	13 726	3 278	109 283
	PC	52 296	10 030	7 826	5 644	6 460	4 908	5 115	13 726	3 278	109 283
2-9 LOGTS	LOGTS	10 244	2 274	2 612	1 879	2 272	1 821	2 273	4 906	2 851	31 132
	PC	2 758	570	644	451	546	427	529	1 254	634	7 813
10-19 LOGTS	LOGTS	5 436	1 802	2 367	2 048	2 635	2 546	2 528	6 024	3 735	29 121
	PC	415	137	175	150	192	188	185	442	270	2 154
20-49 LOGTS	LOGTS	6 561	3 168	4 225	3 488	5 600	4 976	7 074	19 112	10 370	64 574
	PC	230	108	141	115	181	163	226	609	332	2 105
50-99 LOGTS	LOGTS	2 987	1 534	1 821	2 565	3 857	5 388	7 564	16 602	12 348	54 666
	PC	45	22	26	39	58	80	108	244	181	803
>=100 LOGTS	LOGTS	3 824	754	1 787	1 374	1 306	4 278	5 501	19 737	7 514	46 075
	PC	21	6	12	9	8	24	35	116	54	285
TOTAL	LOGTS	81 348	19 562	20 638	16 998	22 130	23 917	30 055	80 107	40 096	334 851
	PC	55 765	10 873	8 824	6 408	7 445	5 790	6 198	16 391	4 749	122 443

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE TRANCHE D'UNITE URBAINE ET LA TRANCHE DE SHON HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
0-49	LOGTS	11 128	2 801	3 954	3 108	3 190	3 742	8 166	19 743	3 638	59 470
	PC	2 549	406	387	291	240	297	314	550	293	5 327
50-99	LOGTS	24 959	7 571	8 819	7 780	11 190	13 041	13 837	38 912	28 266	154 375
	PC	11 491	2 337	2 081	1 450	1 659	1 191	1 176	3 234	1 199	25 818
100-149	LOGTS	25 452	5 468	4 828	3 830	5 151	4 979	5 246	14 760	5 561	75 275
	PC	22 442	4 471	3 648	2 657	3 120	2 436	2 507	7 137	1 740	50 158
150-199	LOGTS	12 842	2 425	2 016	1 622	1 649	1 417	2 018	4 677	2 098	30 764
	PC	12 458	2 383	1 805	1 392	1 527	1 186	1 477	3 699	1 059	26 986
200-499	LOGTS	6 823	1 277	1 001	636	931	720	775	1 949	527	14 639
	PC	6 685	1 256	883	601	884	666	712	1 745	453	13 885
500 ET +	LOGTS	144	20	20	22	19	18	13	66	6	328
	PC	140	20	20	17	15	14	12	26	5	269
TOTAL	LOGTS	81 348	19 562	20 638	16 998	22 130	23 917	30 055	80 107	40 096	334 851
	PC	55 765	10 873	8 824	6 408	7 445	5 790	6 198	16 391	4 749	122 443

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	46 584	9 085	7 152	5 287	6 203	4 836	5 005	13 619	3 232	101 003
	INDIV. GROUPE	6 938	2 670	2 347	1 560	1 839	2 109	2 846	7 498	3 246	31 053
	COLLECTIF	12 010	5 344	7 430	7 678	12 196	16 610	20 840	58 448	33 441	173 997
	TOTAL	65 532	17 099	16 929	14 525	20 238	23 555	28 691	79 565	39 919	306 053
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	5 685	942	670	350	253	68	98	94	11	8 171
	INDIV. GROUPE	4 049	351	743	254	192	41	101	86	0	5 817
	COLLECTIF	6 082	1 170	2 296	1 869	1 447	253	1 165	362	166	14 810
	TOTAL	15 816	2 463	3 709	2 473	1 892	362	1 364	542	177	28 798
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	52 269	10 027	7 822	5 637	6 456	4 904	5 103	13 713	3 243	109 174
	INDIV. GROUPE	10 987	3 021	3 090	1 814	2 031	2 150	2 947	7 584	3 246	36 870
	COLLECTIF	18 092	6 514	9 726	9 547	13 643	16 863	22 005	58 810	33 607	188 807
	TOTAL	81 348	19 562	20 638	16 998	22 130	23 917	30 055	80 107	40 096	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	43 894	8 733	6 883	4 996	5 996	4 788	4 828	12 752	3 345	96 215
	INDIV. GROUPE	5 553	1 574	2 231	1 316	1 512	1 679	1 685	4 849	3 762	24 161
	COLLECTIF	9 540	4 711	6 830	5 516	8 338	11 037	14 946	46 108	25 754	132 780
	TOTAL	58 987	15 018	15 944	11 828	15 846	17 504	21 459	63 709	32 861	253 156
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	5 047	862	595	290	235	78	88	68	9	7 272
	INDIV. GROUPE	1 893	345	571	63	105	2	91	23	16	3 109
	COLLECTIF	3 728	750	1 236	951	914	123	509	588	68	8 867
	TOTAL	10 668	1 957	2 402	1 304	1 254	203	688	679	93	19 248
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	48 941	9 595	7 478	5 286	6 231	4 866	4 916	12 820	3 354	103 487
	INDIV. GROUPE	7 446	1 919	2 802	1 379	1 617	1 681	1 776	4 872	3 778	27 270
	COLLECTIF	13 268	5 461	8 066	6 467	9 252	11 160	15 455	46 696	25 822	141 647
	TOTAL	69 655	16 975	18 346	13 132	17 100	17 707	22 147	64 388	32 954	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	1 743	309	255	525	295	173	115	0	3 243	6 658
	INDIV. GROUPE	373	59	84	227	14	18	379	0	3 246	4 400
	COLLECTIF	2 119	445	1 111	996	1 328	995	809	0	33 607	41 410
	TOTAL	4 235	813	1 450	1 748	1 637	1 186	1 303	0	40 096	52 468
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	884	82	40	26	66	82	202	0	0	1 382
	INDIV. GROUPE	145	71	22	11	69	85	225	0	0	628
	COLLECTIF	199	8	15	26	179	365	1 971	0	0	2 763
	TOTAL	1 228	161	77	63	314	532	2 398	0	0	4 773
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	1 363	246	88	364	192	251	76	0	0	2 580
	INDIV. GROUPE	258	25	70	45	192	178	26	0	0	794
	COLLECTIF	570	144	74	977	699	608	391	0	0	3 463
	TOTAL	2 191	415	232	1 386	1 083	1 037	493	0	0	6 837
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 628	176	135	105	130	111	0	373	0	2 658
	INDIV. GROUPE	184	121	138	72	56	25	0	353	0	949
	COLLECTIF	185	99	244	331	290	673	0	1 519	0	3 341
	TOTAL	1 997	396	517	508	476	809	0	2 245	0	6 948
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	1 951	327	347	144	106	420	0	912	0	4 207
	INDIV. GROUPE	417	77	150	42	73	316	0	617	0	1 692
	COLLECTIF	232	134	333	141	92	1 056	0	3 482	0	5 470
	TOTAL	2 600	538	830	327	271	1 792	0	5 011	0	11 369
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 885	180	161	295	99	58	175	0	0	2 853
	INDIV. GROUPE	407	186	128	79	21	67	235	0	0	1 123
	COLLECTIF	146	110	51	1 191	205	107	1 150	0	0	2 960
	TOTAL	2 438	476	340	1 565	325	232	1 560	0	0	6 936

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement / DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	1 789	156	120	143	151	125	0	175	0	2 659
	INDIV. GROUPE	187	49	6	48	113	17	0	11	0	431
	COLLECTIF	203	112	266	261	626	230	0	1 470	0	3 168
	TOTAL	2 179	317	392	452	890	372	0	1 656	0	6 258
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	1 117	203	183	205	127	185	154	1 053	0	3 227
	INDIV. GROUPE	148	151	224	117	64	292	209	1 870	0	3 075
	COLLECTIF	73	123	99	237	865	622	592	5 002	0	7 613
	TOTAL	1 338	477	506	559	1 056	1 099	955	7 925	0	13 915
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	1 403	314	215	224	234	136	373	155	0	3 054
	INDIV. GROUPE	62	37	18	105	95	16	156	28	0	517
	COLLECTIF	118	39	87	408	329	128	902	793	0	2 804
	TOTAL	1 583	390	320	737	658	280	1 431	976	0	6 375
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	2 246	602	312	171	229	76	0	507	0	4 143
	INDIV. GROUPE	149	32	19	20	0	7	0	47	0	274
	COLLECTIF	504	460	420	106	685	426	0	3 018	0	5 619
	TOTAL	2 899	1 094	751	297	914	509	0	3 572	0	10 036
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	1 467	160	68	101	79	66	227	0	0	2 168
	INDIV. GROUPE	136	0	18	2	8	0	34	0	0	198
	COLLECTIF	378	47	78	232	214	124	1 014	0	0	2 087
	TOTAL	1 981	207	164	335	301	190	1 275	0	0	4 453
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	3 421	931	782	566	446	151	970	1 059	0	8 326
	INDIV. GROUPE	909	431	305	83	111	84	719	272	0	2 914
	COLLECTIF	836	245	611	470	558	370	4 364	2 282	0	9 736
	TOTAL	5 166	1 607	1 698	1 119	1 115	605	6 053	3 613	0	20 976

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	4 055	865	607	475	396	240	165	505	0	7 308
	INDIV. GROUPE	1 066	147	104	138	78	228	43	242	0	2 046
	COLLECTIF	1 532	721	743	837	1 078	682	725	3 217	0	9 535
	TOTAL	6 653	1 733	1 454	1 450	1 552	1 150	933	3 964	0	18 889
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	2 431	395	147	94	353	78	617	0	0	4 115
	INDIV. GROUPE	980	199	113	30	296	79	234	0	0	1 931
	COLLECTIF	544	232	41	26	803	325	2 475	0	0	4 446
	TOTAL	3 955	826	301	150	1 452	482	3 326	0	0	10 492
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	3 729	698	900	197	688	197	497	1 495	0	8 401
	INDIV. GROUPE	737	84	274	8	158	44	110	701	0	2 116
	COLLECTIF	1 309	206	1 173	337	1 186	510	1 891	4 034	0	10 646
	TOTAL	5 775	988	2 347	542	2 032	751	2 498	6 230	0	21 163
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	3 770	539	358	272	308	373	0	2 112	0	7 732
	INDIV. GROUPE	403	107	76	31	10	39	0	726	0	1 392
	COLLECTIF	1 003	364	337	122	412	401	0	9 736	0	12 375
	TOTAL	5 176	1 010	771	425	730	813	0	12 574	0	21 499
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 016	88	61	54	12	143	277	0	0	1 651
	INDIV. GROUPE	143	20	10	11	9	9	65	0	0	267
	COLLECTIF	104	28	49	31	3	175	740	0	0	1 130
	TOTAL	1 263	136	120	96	24	327	1 082	0	0	3 048
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	6 459	1 117	611	684	1 066	651	269	1 959	0	12 816
	INDIV. GROUPE	1 004	354	235	75	230	330	46	953	0	3 227
	COLLECTIF	4 896	913	1 114	1 196	2 515	1 840	2 125	9 884	0	24 483
	TOTAL	12 359	2 384	1 960	1 955	3 811	2 821	2 440	12 796	0	40 526

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	1 491	236	147	62	236	126	0	372	0	2 670
	INDIV. GROUPE	202	55	12	0	23	26	0	104	0	422
	COLLECTIF	183	88	117	16	335	164	0	912	0	1 815
	TOTAL	1 876	379	276	78	594	316	0	1 388	0	4 907
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	4 372	1 770	893	413	174	462	569	301	0	8 954
	INDIV. GROUPE	1 648	711	308	202	53	72	277	91	0	3 362
	COLLECTIF	1 692	1 822	1 368	261	109	862	1 744	2 028	0	9 886
	TOTAL	7 712	4 303	2 569	876	336	1 396	2 590	2 420	0	22 202
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	3 345	605	1 310	517	1 069	738	417	2 735	0	10 736
	INDIV. GROUPE	1 162	92	640	468	358	203	189	1 569	0	4 681
	COLLECTIF	1 061	122	1 266	1 345	1 132	5 752	1 112	11 433	0	23 223
	TOTAL	5 568	819	3 216	2 330	2 559	6 693	1 718	15 737	0	38 640
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	704	28	82	0	0	62	0	0	0	876
	INDIV. GROUPE	267	13	136	0	0	15	0	0	0	431
	COLLECTIF	205	52	129	0	0	448	0	0	0	834
	TOTAL	1 176	93	347	0	0	525	0	0	0	2 141
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	52 269	10 027	7 822	5 637	6 456	4 904	5 103	13 713	3 243	109 174
	INDIV. GROUPE	10 987	3 021	3 090	1 814	2 031	2 150	2 947	7 584	3 246	36 870
	COLLECTIF	18 092	6 514	9 726	9 547	13 643	16 863	22 005	58 810	33 607	188 807
	TOTAL	81 348	19 562	20 638	16 998	22 130	23 917	30 055	80 107	40 096	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
11. I. DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	1 738	339	317	520	316	169	198	0	3 354	6 951
	INDIV. GROUPE	609	118	61	378	237	129	102	0	3 778	5 412
	COLLECTIF	1 382	514	776	888	658	400	436	0	25 822	30 876
	TOTAL	3 729	971	1 154	1 786	1 211	698	736	0	32 954	43 239
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	858	86	42	27	51	76	190	0	0	1 330
	INDIV. GROUPE	84	49	12	0	34	34	293	0	0	506
	COLLECTIF	69	64	23	17	36	320	1 528	0	0	2 057
	TOTAL	1 011	199	77	44	121	430	2 011	0	0	3 893
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	1 387	291	82	390	197	278	53	0	0	2 678
	INDIV. GROUPE	113	78	32	93	34	187	18	0	0	555
	COLLECTIF	299	294	281	276	290	569	511	0	0	2 520
	TOTAL	1 799	663	395	759	521	1 034	582	0	0	5 753
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 407	156	139	94	118	106	0	395	0	2 415
	INDIV. GROUPE	218	33	83	10	52	77	0	92	0	565
	COLLECTIF	100	22	198	421	370	319	0	704	0	2 134
	TOTAL	1 725	211	420	525	540	502	0	1 191	0	5 114
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	1 869	333	371	132	123	396	0	859	0	4 083
	INDIV. GROUPE	278	81	111	66	63	175	0	312	0	1 086
	COLLECTIF	277	131	278	228	86	691	0	1 273	0	2 964
	TOTAL	2 424	545	760	426	272	1 262	0	2 444	0	8 133
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 782	177	152	279	87	26	159	0	0	2 662
	INDIV. GROUPE	412	101	26	65	62	0	117	0	0	783
	COLLECTIF	174	135	66	706	68	0	721	0	0	1 870
	TOTAL	2 368	413	244	1 050	217	26	997	0	0	5 315

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement / DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	1 687	154	128	137	175	117	0	184	0	2 582
	INDIV. GROUPE	91	46	61	30	68	76	0	48	0	420
	COLLECTIF	220	155	182	166	456	190	0	1 207	0	2 576
	TOTAL	1 998	355	371	333	699	383	0	1 439	0	5 578
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	1 119	191	164	203	103	152	218	895	0	3 045
	INDIV. GROUPE	85	52	208	38	23	51	174	979	0	1 610
	COLLECTIF	39	78	130	96	440	316	331	3 536	0	4 966
	TOTAL	1 243	321	502	337	566	519	723	5 410	0	9 621
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	1 146	246	189	178	239	108	331	140	0	2 577
	INDIV. GROUPE	32	0	9	38	24	4	30	78	0	215
	COLLECTIF	110	31	64	282	179	67	930	277	0	1 940
	TOTAL	1 288	277	262	498	442	179	1 291	495	0	4 732
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	2 261	598	311	156	222	87	0	520	0	4 155
	INDIV. GROUPE	62	11	23	9	27	11	0	53	0	196
	COLLECTIF	324	464	444	96	177	222	0	2 575	0	4 302
	TOTAL	2 647	1 073	778	261	426	320	0	3 148	0	8 653
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	1 527	176	78	105	85	54	236	0	0	2 261
	INDIV. GROUPE	91	0	4	37	0	0	17	0	0	149
	COLLECTIF	391	91	71	141	199	177	664	0	0	1 734
	TOTAL	2 009	267	153	283	284	231	917	0	0	4 144
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	3 085	843	704	493	429	146	845	984	0	7 529
	INDIV. GROUPE	893	356	174	76	62	46	498	325	0	2 430
	COLLECTIF	489	224	473	394	640	594	2 175	1 710	0	6 699
	TOTAL	4 467	1 423	1 351	963	1 131	786	3 518	3 019	0	16 658

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	3 767	780	578	460	363	237	175	485	0	6 845
	INDIV. GROUPE	818	99	188	76	71	139	23	243	0	1 657
	COLLECTIF	1 064	465	361	635	1 114	591	531	3 870	0	8 631
	TOTAL	5 649	1 344	1 127	1 171	1 548	967	729	4 598	0	17 133
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	2 158	402	156	80	308	135	585	0	0	3 824
	INDIV. GROUPE	474	148	134	33	145	61	159	0	0	1 154
	COLLECTIF	276	150	77	14	312	326	1 937	0	0	3 092
	TOTAL	2 908	700	367	127	765	522	2 681	0	0	8 070
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	3 732	733	882	208	714	194	513	1 547	0	8 523
	INDIV. GROUPE	533	78	82	7	107	60	38	454	0	1 359
	COLLECTIF	893	152	821	516	1 093	226	1 848	3 878	0	9 427
	TOTAL	5 158	963	1 785	731	1 914	480	2 399	5 879	0	19 309
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	3 343	491	319	253	341	380	0	2 022	0	7 149
	INDIV. GROUPE	236	64	55	40	18	18	0	538	0	969
	COLLECTIF	564	224	170	80	423	153	0	12 692	0	14 306
	TOTAL	4 143	779	544	373	782	551	0	15 252	0	22 424
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	978	60	63	50	12	132	321	0	0	1 616
	INDIV. GROUPE	92	3	4	10	0	6	46	0	0	161
	COLLECTIF	157	45	61	89	5	68	327	0	0	752
	TOTAL	1 227	108	128	149	17	206	694	0	0	2 529
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	6 024	1 066	566	638	1 034	643	234	1 617	0	11 822
	INDIV. GROUPE	820	178	307	98	155	152	65	169	0	1 944
	COLLECTIF	3 523	667	1 336	900	1 528	1 831	2 069	5 129	0	16 983
	TOTAL	10 367	1 911	2 209	1 636	2 717	2 626	2 368	6 915	0	30 749

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	1 445	277	160	58	208	119	0	368	0	2 635
	INDIV. GROUPE	138	17	23	0	60	84	0	155	0	477
	COLLECTIF	116	81	267	8	108	74	0	651	0	1 305
	TOTAL	1 699	375	450	66	376	277	0	1 174	0	4 417
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	4 243	1 687	959	341	181	461	519	330	0	8 721
	INDIV. GROUPE	898	346	124	87	74	11	157	246	0	1 943
	COLLECTIF	1 608	1 102	1 126	131	346	433	807	1 698	0	7 251
	TOTAL	6 749	3 135	2 209	559	601	905	1 483	2 274	0	17 915
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	2 813	486	1 068	484	925	797	339	2 474	0	9 386
	INDIV. GROUPE	400	61	1 031	188	301	360	39	1 180	0	3 560
	COLLECTIF	1 073	130	833	383	724	3 505	640	7 496	0	14 784
	TOTAL	4 286	677	2 932	1 055	1 950	4 662	1 018	11 150	0	27 730
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	572	23	50	0	0	53	0	0	0	698
	INDIV. GROUPE	69	0	50	0	0	0	0	0	0	119
	COLLECTIF	120	242	28	0	0	88	0	0	0	478
	TOTAL	761	265	128	0	0	141	0	0	0	1 295
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	48 941	9 595	7 478	5 286	6 231	4 866	4 916	12 820	3 354	103 487
	INDIV. GROUPE	7 446	1 919	2 802	1 379	1 617	1 681	1 776	4 872	3 778	27 270
	COLLECTIF	13 268	5 461	8 066	6 467	9 252	11 160	15 455	46 696	25 822	141 647
	TOTAL	69 655	16 975	18 346	13 132	17 100	17 707	22 147	64 388	32 954	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	1 743	309	255	525	295	173	115	0	3 243	6 658
	INDIV. GROUPE	39	6	8	19	3	6	18	0	227	326
	COLLECTIF	110	30	47	62	54	47	30	0	1 279	1 659
	TOTAL	1 892	345	310	606	352	226	163	0	4 749	8 643
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	884	82	40	26	66	82	202	0	0	1 382
	INDIV. GROUPE	24	5	2	1	5	5	21	0	0	63
	COLLECTIF	19	2	1	5	9	14	60	0	0	110
	TOTAL	927	89	43	32	80	101	283	0	0	1 555
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	1 363	246	88	364	192	251	76	0	0	2 580
	INDIV. GROUPE	34	7	1	5	10	9	2	0	0	68
	COLLECTIF	33	16	7	28	35	28	30	0	0	177
	TOTAL	1 430	269	96	397	237	288	108	0	0	2 825
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 628	176	135	105	130	111	0	373	0	2 658
	INDIV. GROUPE	25	7	14	4	4	4	0	19	0	77
	COLLECTIF	18	10	13	28	19	24	0	57	0	169
	TOTAL	1 671	193	162	137	153	139	0	449	0	2 904
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	1 951	327	347	144	106	420	0	912	0	4 207
	INDIV. GROUPE	65	12	19	6	10	28	0	43	0	183
	COLLECTIF	45	18	34	14	6	71	0	125	0	313
	TOTAL	2 061	357	400	164	122	519	0	1 080	0	4 703
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 885	180	161	295	99	58	175	0	0	2 853
	INDIV. GROUPE	42	8	6	7	4	8	14	0	0	89
	COLLECTIF	24	8	7	40	7	6	26	0	0	118
	TOTAL	1 951	196	174	342	110	72	215	0	0	3 060

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	1 789	156	120	143	151	125	0	175	0	2 659
	INDIV. GROUPE	47	4	1	2	10	3	0	2	0	69
	COLLECTIF	31	7	17	14	42	15	0	47	0	173
	TOTAL	1 867	167	138	159	203	143	0	224	0	2 901
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	1 117	203	183	205	127	185	154	1 053	0	3 227
	INDIV. GROUPE	25	15	12	10	9	21	10	118	0	220
	COLLECTIF	5	12	5	18	30	24	13	167	0	274
	TOTAL	1 147	230	200	233	166	230	177	1 338	0	3 721
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	1 403	314	215	224	234	136	373	155	0	3 054
	INDIV. GROUPE	13	7	4	14	9	2	16	6	0	71
	COLLECTIF	27	8	14	30	26	14	40	20	0	179
	TOTAL	1 443	329	233	268	269	152	429	181	0	3 304
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	2 246	602	312	171	229	76	0	507	0	4 143
	INDIV. GROUPE	35	5	5	5	0	2	0	11	0	63
	COLLECTIF	75	50	41	15	39	16	0	123	0	359
	TOTAL	2 356	657	358	191	268	94	0	641	0	4 565
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	1 467	160	68	101	79	66	227	0	0	2 168
	INDIV. GROUPE	36	0	3	1	3	0	4	0	0	47
	COLLECTIF	75	9	12	26	22	11	62	0	0	217
	TOTAL	1 578	169	83	128	104	77	293	0	0	2 432
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	3 421	931	782	566	446	151	970	1 059	0	8 326
	INDIV. GROUPE	197	38	33	14	12	13	43	23	0	373
	COLLECTIF	96	23	40	31	38	25	141	74	0	468
	TOTAL	3 714	992	855	611	496	189	1 154	1 156	0	9 167

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	4 055	865	607	475	396	240	165	505	0	7 308
	INDIV. GROUPE	174	18	17	19	8	7	3	24	0	270
	COLLECTIF	213	68	61	70	49	36	23	123	0	643
	TOTAL	4 442	951	685	564	453	283	191	652	0	8 221
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	2 431	395	147	94	353	78	617	0	0	4 115
	INDIV. GROUPE	120	20	16	5	26	9	39	0	0	235
	COLLECTIF	60	18	9	4	45	20	107	0	0	263
	TOTAL	2 611	433	172	103	424	107	763	0	0	4 613
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	3 729	698	900	197	688	197	497	1 495	0	8 401
	INDIV. GROUPE	98	14	33	4	31	9	13	62	0	264
	COLLECTIF	96	20	67	10	88	20	69	136	0	506
	TOTAL	3 923	732	1 000	211	807	226	579	1 693	0	9 171
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	3 770	539	358	272	308	373	0	2 112	0	7 732
	INDIV. GROUPE	82	18	12	6	3	6	0	87	0	214
	COLLECTIF	136	36	36	11	27	23	0	224	0	493
	TOTAL	3 988	593	406	289	338	402	0	2 423	0	8 439
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 016	88	61	54	12	143	277	0	0	1 651
	INDIV. GROUPE	25	3	2	1	1	1	8	0	0	41
	COLLECTIF	23	2	4	4	1	9	24	0	0	67
	TOTAL	1 064	93	67	59	14	153	309	0	0	1 759
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	6 459	1 117	611	684	1 066	651	269	1 959	0	12 816
	INDIV. GROUPE	196	36	29	20	25	21	12	82	0	421
	COLLECTIF	480	89	99	90	145	80	85	322	0	1 390
	TOTAL	7 135	1 242	739	794	1 236	752	366	2 363	0	14 627

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	1 491	236	147	62	236	126	0	372	0	2 670
	INDIV. GROUPE	33	8	2	0	6	1	0	10	0	60
	COLLECTIF	37	7	13	2	16	9	0	41	0	125
	TOTAL	1 561	251	162	64	258	136	0	423	0	2 855
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	4 372	1 770	893	413	174	462	569	301	0	8 954
	INDIV. GROUPE	102	45	31	12	4	8	17	12	0	231
	COLLECTIF	105	85	59	18	6	26	66	63	0	428
	TOTAL	4 579	1 900	983	443	184	496	652	376	0	9 613
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	3 345	605	1 310	517	1 069	738	417	2 735	0	10 736
	INDIV. GROUPE	191	24	74	40	48	27	51	262	0	717
	COLLECTIF	119	18	62	56	54	166	48	395	0	918
	TOTAL	3 655	647	1 446	613	1 171	931	516	3 392	0	12 371
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	704	28	82	0	0	62	0	0	0	876
	INDIV. GROUPE	30	4	16	0	0	1	0	0	0	51
	COLLECTIF	36	6	14	0	0	11	0	0	0	67
	TOTAL	770	38	112	0	0	74	0	0	0	994
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	52 269	10 027	7 822	5 637	6 456	4 904	5 103	13 713	3 243	109 174
	INDIV. GROUPE	1 633	304	340	195	231	191	271	761	227	4 153
	COLLECTIF	1 863	542	662	576	758	695	824	1 917	1 279	9 116
	TOTAL	55 765	10 873	8 824	6 408	7 445	5 790	6 198	16 391	4 749	122 443

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE DE SHON HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		0-49	50-99	100-149	150-199	200-499	500 ET +	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	2 139	15 498	44 755	25 361	13 020	230	101 003
	INDIV. GROUPE	2 661	14 362	10 891	2 726	396	17	31 053
	COLLECTIF	42 662	113 576	15 995	1 284	436	44	173 997
	TOTAL	47 462	143 436	71 641	29 371	13 852	291	306 053
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	922	2 911	2 557	1 110	643	28	8 171
	INDIV. GROUPE	3 133	1 941	555	122	63	3	5 817
	COLLECTIF	7 953	6 087	522	161	81	6	14 810
	TOTAL	12 008	10 939	3 634	1 393	787	37	28 798
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	3 061	18 409	47 312	26 471	13 663	258	109 174
	INDIV. GROUPE	5 794	16 303	11 446	2 848	459	20	36 870
	COLLECTIF	50 615	119 663	16 517	1 445	517	50	188 807
	TOTAL	59 470	154 375	75 275	30 764	14 639	328	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE DE SHON HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT, ET LE MODE D'UTILISATION

UNITE : LOGEMENTS	0-49	50-99	100-149	150-199	200-499	500 ET +	TOTAL
OCCUPATION PERSONNELLE	8 047	27 970	47 165	26 018	13 226	244	122 670
VENTE OU LOCATION VENTE	28 097	67 450	14 064	3 476	709	39	113 835
LOCATION VIDE OU MEUBLEE	21 469	54 323	12 055	980	554	36	89 417
MIXTE A MAJORITE LOCATION	1 067	2 072	539	26	8	0	3 712
MIXTE A MAJORITE ACCESSION	459	1 757	423	1	2	0	2 642
LOGEMENT DE FONCTION	331	803	1 029	263	140	9	2 575
TOTAL	59 470	154 375	75 275	30 764	14 639	328	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE NOMBRE MAXIMUM DE NIVEAUX ET LA REGION (UNIQUEMENT DANS LE COLLECTIF)

		1 et 2 ETAGES	3 et 4 ETAGES	5 A 10 ETAGES	11 A 16 ETAGES	17 ETAGES ET +	TOTAL
11. I.DE FRANCE	PC	511	609	480	54	5	1 659
	LOGTS	5 997	14 370	18 412	2 550	81	41 410
21. CHAMPAGNE	PC	36	48	26	0	0	110
	LOGTS	315	1 015	1 433	0	0	2 763
22. PICARDIE	PC	67	84	26	0	0	177
	LOGTS	568	1 836	1 059	0	0	3 463
23. HT NORM.	PC	62	68	38	1	0	169
	LOGTS	599	1 264	1 403	75	0	3 341
24. CENTRE	PC	187	101	24	1	0	313
	LOGTS	2 546	1 919	989	16	0	5 470
25. BS NORM.	PC	51	57	10	0	0	118
	LOGTS	593	1 898	469	0	0	2 960
26. BOURGOGNE	PC	81	67	24	0	1	173
	LOGTS	825	1 143	1 197	0	3	3 168
31. NORD	PC	64	126	84	0	0	274
	LOGTS	1 553	2 707	3 353	0	0	7 613
41. LORRAINE	PC	77	72	30	0	0	179
	LOGTS	624	856	1 324	0	0	2 804
42. ALSACE	PC	138	170	51	0	0	359
	LOGTS	1 174	2 504	1 941	0	0	5 619
43. FR. COMTE	PC	92	105	20	0	0	217
	LOGTS	456	1 132	499	0	0	2 087
52. P. DE LOIRE	PC	226	180	61	1	0	468
	LOGTS	2 768	4 495	2 462	11	0	9 736

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE NOMBRE MAXIMUM DE NIVEAUX ET LA REGION (UNIQUEMENT DANS LE COLLECTIF)

		1 et 2 ETAGES	3 et 4 ETAGES	5 A 10 ETAGES	11 A 16 ETAGES	17 ETAGES ET +	TOTAL
53. BRETAGNE	PC	334	267	41	1	0	643
	LOGTS	2 923	5 110	1 491	11	0	9 535
54. POITOU-CH.	PC	171	80	12	0	0	263
	LOGTS	2 063	1 775	608	0	0	4 446
72. AQUITAINE	PC	285	179	42	0	0	506
	LOGTS	3 243	4 785	2 618	0	0	10 646
73. MIDI-PYR.	PC	235	184	73	1	0	493
	LOGTS	2 267	4 615	5 351	142	0	12 375
74. LIMOUSIN	PC	31	26	10	0	0	67
	LOGTS	215	417	498	0	0	1 130
82. RHONE-ALPES	PC	676	460	248	5	1	1 390
	LOGTS	6 110	7 865	10 283	189	36	24 483
83. AUVERGNE	PC	58	50	17	0	0	125
	LOGTS	514	929	372	0	0	1 815
91. LANGUEDOC	PC	265	114	49	0	0	428
	LOGTS	4 635	2 914	2 337	0	0	9 886
93. P.A.C.A.	PC	482	301	133	2	0	918
	LOGTS	7 638	7 795	7 708	82	0	23 223
94. CORSE	PC	49	13	5	0	0	67
	LOGTS	363	343	128	0	0	834
TOTAL	PC	4 178	3 361	1 504	66	7	9 116
	LOGTS	47 989	71 687	65 935	3 076	120	188 807

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE NOMBRE MAXIMUM DE NIVEAUX ET LA REGION (UNIQUEMENT DANS LE COLLECTIF)

UNITE : LOGEMENTS	1 et 2 ETAGES	3 et 4 ETAGES	5 A 10 ETAGES	11 A 16 ETAGES	17 ETAGES ET +	TOTAL
11. ILE DE FRANCE	4 372	9 507	13 796	2 888	313	30 876
21. CHAMPAGNE-ARDENNE	165	952	940	0	0	2 057
22. PICARDIE	606	1 187	727	0	0	2 520
23. HAUTE NORMANDIE	623	831	680	0	0	2 134
24. CENTRE	1 070	1 245	605	14	30	2 964
25. BASSE NORMANDIE	268	792	810	0	0	1 870
26. BOURGOGNE	608	1 141	827	0	0	2 576
31. NORD	1 012	1 704	2 222	24	4	4 966
41. LORRAINE	690	736	514	0	0	1 940
42. ALSACE	588	1 963	1 751	0	0	4 302
43. FRANCHE COMTE	604	666	441	23	0	1 734
52. PAYS DE LA LOIRE	1 426	3 377	1 896	0	0	6 699
53. BRETAGNE	1 892	5 032	1 707	0	0	8 631
54. POITOU-CHARENTES	1 199	1 215	678	0	0	3 092
72. AQUITAINE	2 202	5 465	1 760	0	0	9 427
73. MIDI-PYRENEES	1 563	5 406	7 152	185	0	14 306
74. LIMOUSIN	126	434	192	0	0	752
82. RHONE-ALPES	4 221	5 752	6 913	97	0	16 983
83. AUVERGNE	321	741	243	0	0	1 305
91. LANGUEDOC ROUS.	3 501	2 337	1 413	0	0	7 251
93. PACA	4 712	5 581	4 453	38	0	14 784
94. CORSE	181	264	33	0	0	478
TOTAL	31 950	56 328	49 753	3 269	347	141 647

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA DESTINATION, LE TYPE DE CONSTRUCTION ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	RESIDENCE PRINCIPALE				RESIDENCE SECONDAIRE				TOTAL			
	IND. PURS	IND. GROUPE	COLLECT- IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPE	COLLECT- IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPE	COLLECT- IFS	TOTAL
11. I. DE FRANCE	6 611	4 392	41 234	52 237	47	8	176	231	6 658	4 400	41 410	52 468
21. CHAMPAGNE	1 347	628	2 655	4 630	35	0	108	143	1 382	628	2 763	4 773
22. PICARDIE	2 510	788	3 099	6 397	70	6	364	440	2 580	794	3 463	6 837
23. HT NORM.	2 516	916	3 301	6 733	142	33	40	215	2 658	949	3 341	6 948
24. CENTRE	4 046	1 587	5 466	11 099	161	105	4	270	4 207	1 692	5 470	11 369
25. BS NORM.	2 468	992	2 468	5 928	385	131	492	1 008	2 853	1 123	2 960	6 936
26. BOURGOGNE	2 477	429	3 166	6 072	182	2	2	186	2 659	431	3 168	6 258
31. NORD	3 103	3 049	7 014	13 166	124	26	599	749	3 227	3 075	7 613	13 915
41. LORRAINE	2 903	444	2 788	6 135	151	73	16	240	3 054	517	2 804	6 375
42. ALSACE	4 102	269	5 521	9 892	41	5	98	144	4 143	274	5 619	10 036
43. FR. COMTE	2 081	192	2 075	4 348	87	6	12	105	2 168	198	2 087	4 453
52. P. DE LOIRE	7 336	2 549	8 141	18 026	990	365	1 595	2 950	8 326	2 914	9 736	20 976
53. BRETAGNE	6 360	1 857	8 684	16 901	948	189	851	1 988	7 308	2 046	9 535	18 889
54. POITOU-CH.	3 509	1 295	3 656	8 460	606	636	790	2 032	4 115	1 931	4 446	10 492
72. AQUITAINE	7 543	1 473	8 546	17 562	858	643	2 100	3 601	8 401	2 116	10 646	21 163
73. MIDI-PYR.	7 199	1 183	11 935	20 317	533	209	440	1 182	7 732	1 392	12 375	21 499
74. LIMOUSIN	1 496	181	1 088	2 765	155	86	42	283	1 651	267	1 130	3 048
82. RHONE-ALPES	12 049	2 929	22 450	37 428	767	298	2 033	3 098	12 816	3 227	24 483	40 526
83. AUVERGNE	2 418	327	1 769	4 514	252	95	46	393	2 670	422	1 815	4 907
91. LANGUEDOC	8 228	1 681	6 983	16 892	726	1 681	2 903	5 310	8 954	3 362	9 886	22 202
93. P.A.C.A.	10 020	3 721	21 282	35 023	716	960	1 941	3 617	10 736	4 681	23 223	38 640
94. CORSE	681	171	676	1 528	195	260	158	613	876	431	834	2 141
TOTAL	101 003	31 053	173 997	306 053	8 171	5 817	14 810	28 798	109 174	36 870	188 807	334 851

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA DESTINATION, LE TYPE DE CONSTRUCTION ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	RESIDENCE PRINCIPALE				RESIDENCE SECONDAIRE				TOTAL			
	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT-IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT-IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT-IFS	TOTAL
11. I. DE FRANCE	6 920	5 394	30 777	43 091	31	18	99	148	6 951	5 412	30 876	43 239
21. CHAMPAGNE	1 294	506	2 057	3 857	36	0	0	36	1 330	506	2 057	3 893
22. PICARDIE	2 617	555	2 412	5 584	61	0	108	169	2 678	555	2 520	5 753
23. HT NORM.	2 315	560	2 131	5 006	100	5	3	108	2 415	565	2 134	5 114
24. CENTRE	3 942	1 064	2 944	7 950	141	22	20	183	4 083	1 086	2 964	8 133
25. BS NORM.	2 285	669	1 381	4 335	377	114	489	980	2 662	783	1 870	5 315
26. BOURGOGNE	2 425	417	2 576	5 418	157	3	0	160	2 582	420	2 576	5 578
31. NORD	2 946	1 604	4 583	9 133	99	6	383	488	3 045	1 610	4 966	9 621
41. LORRAINE	2 468	213	1 850	4 531	109	2	90	201	2 577	215	1 940	4 732
42. ALSACE	4 111	192	4 238	8 541	44	4	64	112	4 155	196	4 302	8 653
43. FR. COMTE	2 173	147	1 687	4 007	88	2	47	137	2 261	149	1 734	4 144
52. P. DE LOIRE	6 600	2 283	5 695	14 578	929	147	1 004	2 080	7 529	2 430	6 699	16 658
53. BRETAGNE	5 985	1 471	7 967	15 423	860	186	664	1 710	6 845	1 657	8 631	17 133
54. POITOU-CH.	3 316	791	2 638	6 745	508	363	454	1 325	3 824	1 154	3 092	8 070
72. AQUITAINE	7 683	983	8 016	16 682	840	376	1 411	2 627	8 523	1 359	9 427	19 309
73. MIDI-PYR.	6 694	812	13 976	21 482	455	157	330	942	7 149	969	14 306	22 424
74. LIMOUSIN	1 478	155	746	2 379	138	6	6	150	1 616	161	752	2 529
82. RHONE-ALPES	11 145	1 760	15 815	28 720	677	184	1 168	2 029	11 822	1 944	16 983	30 749
83. AUVERGNE	2 414	421	1 293	4 128	221	56	12	289	2 635	477	1 305	4 417
91. LANGUEDOC	8 016	1 061	5 679	14 756	705	882	1 572	3 159	8 721	1 943	7 251	17 915
93. P.A.C.A.	8 826	3 090	13 900	25 816	560	470	884	1 914	9 386	3 560	14 784	27 730
94. CORSE	562	13	419	994	136	106	59	301	698	119	478	1 295
TOTAL	96 215	24 161	132 780	253 156	7 272	3 109	8 867	19 248	103 487	27 270	141 647	272 404

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

	INDIVIDUEL PUR		INDIV. GROUPE		COLLECTIF		TOTAL	
	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
LYON	1 356	1 356	47	796	223	7 871	1 626	10 023
GRASSE-CANNES-ANTIBES	418	418	84	524	123	3 745	625	4 687
NICE	272	272	63	210	113	4 139	448	4 621
VALENCE	121	121	2	17	22	679	145	817
TROYES	113	113	5	51	12	257	130	421
AIX-EN-PROVENCE	122	122	44	158	35	997	201	1 277
AVIGNON	336	336	8	36	19	244	363	616
MARSEILLE	1 303	1 303	27	248	86	1 746	1 416	3 297
CAEN	175	175	14	235	26	1 150	215	1 560
ANGOULEME	152	152	9	58	24	446	185	656
LA ROCHELLE	309	309	11	58	40	837	360	1 204
DIJON	175	175	2	11	47	1 470	224	1 656
BESANCON	106	106	4	34	56	881	166	1 021
MONTBELIARD	121	121	0	0	6	133	127	254
BREST	224	224	4	10	36	853	264	1 087
NIMES	228	228	12	185	25	1 008	265	1 421
TOULOUSE	2 112	2 112	87	726	224	9 736	2 423	12 574
BORDEAUX	1 495	1 495	62	701	136	4 034	1 693	6 230
MONTPELLIER	301	301	12	91	63	2 028	376	2 420
RENNES	281	281	20	232	87	2 364	388	2 877
TOURS	392	392	23	265	59	1 275	474	1 932
GRENOBLE	308	308	26	127	66	1 550	400	1 985
BAYONNE	214	214	9	32	49	1 309	272	1 555
SAINT-ETIENNE	295	295	9	30	33	463	337	788
SAINT-NAZAIRE	380	380	18	365	53	1 761	451	2 506

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

	INDIVIDUEL PUR		INDIV. GROUPE		COLLECTIF		TOTAL	
	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
NANTES	1 059	1 059	23	272	74	2 282	1 156	3 613
ORLEANS	520	520	20	352	66	2 207	606	3 079
ANGERS	285	285	21	290	55	1 563	361	2 138
REIMS	89	89	16	174	48	1 714	153	1 977
HAGONDANGE-BRIEY	126	126	2	4	7	41	135	171
NANCY	155	155	6	28	20	793	181	976
LORIENT	165	165	3	43	23	725	191	933
THIONVILLE	126	126	5	18	7	124	138	268
METZ	121	121	9	134	26	737	156	992
MAUBEUGE	5	5	0	0	0	0	5	5
DUNKERQUE	56	56	6	112	8	533	70	701
VALENCIENNES	115	115	10	77	12	769	137	961
LILLE	392	392	53	879	119	3 265	564	4 536
DOUAI	62	62	4	38	8	125	74	225
BETHUNE	285	285	23	364	16	570	324	1 219
CALAIS	93	93	4	97	5	59	102	249
LENS	199	199	28	512	12	273	239	984
CLERMOND-FERRAND	372	372	10	104	41	912	423	1 388
PAU	283	283	4	78	20	582	307	943
PERPIGNAN	300	300	4	87	35	607	339	994
STRASBOURG	235	235	7	39	72	2 014	314	2 288
MULHOUSE	272	272	4	8	51	1 004	327	1 284
LE MANS	305	305	4	64	33	1 040	342	1 409
ANNECY	148	148	10	29	63	1 446	221	1 623
PARIS	3 243	3 243	227	3 246	1 279	33 607	4 749	40 096

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

	INDIVIDUEL PUR		INDIV. GROUPE		COLLECTIF		TOTAL	
	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
LE HAVRE	98	98	1	9	15	297	114	404
ROUEN	275	275	18	344	42	1 222	335	1 841
MANTES-LA-JOLIE	115	115	18	379	30	809	163	1 303
AMIENS	76	76	2	26	30	391	108	493
TOULON	742	742	88	587	73	1 803	903	3 132
POITIERS	156	156	19	118	43	1 192	218	1 466
LIMOGES	277	277	8	65	24	740	309	1 082

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

II LOCAUX AUTRES QU'HABITATION

IL EST RECOMMANDÉ AU LECTEUR
DE SE REPORTER AU GLOSSAIRE
ET A LA NOTE MÉTHODOLOGIQUE

LISTE DES TABLEAUX LOCAUX

MAITRE D'OUVRAGE	X						
NATURE DES TRAVAUX		X					
TRANCHE DE SURFACE			X				
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE				X			
DESTINATIONS SIMPLES	X	X	X	X	X		X
DESTINATIONS FINES						X	
FRANCE	X	X	X	X		X	
RÉGIONS					X		
AGGLO. DE + DE 100 000							X
AUTORISÉS	73	75	77	79	81	85	95
COMMENCÉS	74	76	78	80	82	90	

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LE MAITRE D'OUVRAGE

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICUL- IERS	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	6	5	49	113	349	104	23	2 466	22 109	25 224
	M2	377	1 834	25 792	59 590	245 409	39 000	8 377	1 481 259	8 488 867	10350505
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	6	7	10	22	101	169	72	80	35	502
	M2	951	683	4 825	4 525	62 096	77 780	32 260	39 006	12 724	234 850
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	10	15	77	885	2 323	539	58	952	2 597	7 456
	M2	7 492	8 231	153 491	858 382	2 983 424	488 133	50 287	1 035 726	896 830	6 481 996
STOCKAGE	NB	16	8	67	873	1 832	344	72	1 047	2 672	6 931
	M2	5 286	4 454	82 948	822 579	2 248 712	145 172	62 180	1 010 525	933 126	5 314 982
COMMERCE	NB	76	78	89	1 272	1 285	218	21	964	2 034	6 037
	M2	34 661	42 592	65 483	1 250 275	1 440 899	105 444	16 717	728 340	603 390	4 287 801
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	41	40	28	306	529	283	74	333	1 143	2 777
	M2	15 135	18 884	116 098	195 824	482 584	237 793	32 932	207 046	278 191	1 584 487
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	3	2	10	6	26	32	55	25	34	193
	M2	498	406	8 761	1 506	13 121	8 698	55 579	23 605	13 532	125 706
BUREAUX	NB	77	69	117	1 675	1 689	803	294	1 168	1 301	7 193
	M2	53 396	42 112	148 716	2 662 742	1 455 998	300 691	338 388	762 213	377 409	6 141 665
ENSEIGNEMENT	NB	4	11	19	67	54	1 163	467	577	110	2 472
	M2	7 114	15 379	45 394	127 744	98 894	1 118 188	1 019 315	492 259	79 345	3 003 632
CULTURE LOISIRS	NB	29	28	47	153	135	2 431	174	656	433	4 086
	M2	8 220	11 806	48 879	94 104	99 895	1 367 986	163 463	297 370	168 342	2 260 065
SANTE	NB	61	60	55	223	182	703	245	866	518	2 913
	M2	67 266	67 441	52 263	267 365	219 423	439 317	316 591	879 603	270 288	2 579 557
JUSTICE	NB	3	1	3	5	4	149	86	25	16	292
	M2	1 960	32	4 321	3 520	506	75 693	159 498	27 114	10 417	283 061
TOTAL	NB	332	324	571	5 600	8 509	6 938	1 641	9 159	33 002	66 076
	M2	202 356	213 854	756 971	6 348 156	9 350 961	4 403 895	2 255 587	6 984 066	12132461	42648307

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LE MAITRE D'OUVRAGE

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICUL- IERS	TOTAL
BATIMENTS AGRICILES	NB	5	1	49	109	314	83	29	2 293	20 979	23 862
	M2	1 149	312	25 108	59 513	245 279	37 222	13 650	1 377 327	7 936 774	9 696 334
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	8	5	11	18	111	170	77	71	19	490
	M2	865	448	10 512	2 647	58 555	70 817	19 551	19 362	5 443	188 200
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	27	3	83	838	2 184	535	47	903	2 374	6 994
	M2	13 558	2 551	123 782	880 376	2 973 076	515 307	37 955	997 471	867 206	6 411 282
STOCKAGE	NB	12	8	50	791	1 691	326	63	909	2 528	6 378
	M2	12 217	3 416	84 212	807 975	2 066 573	137 936	46 054	843 470	870 148	4 872 001
COMMERCE	NB	97	76	99	1 221	1 178	184	17	728	1 722	5 322
	M2	41 527	29 189	58 543	1 087 397	1 169 483	68 548	10 150	616 774	620 321	3 701 932
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	31	34	31	249	473	266	67	257	970	2 378
	M2	9 967	13 416	56 121	218 752	393 209	228 147	19 747	129 673	272 939	1 341 971
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	0	1	11	4	19	15	44	25	29	148
	M2	0	149	5 312	3 553	51 543	4 476	43 615	17 648	14 341	140 637
BUREAUX	NB	69	77	96	1 549	1 545	818	249	1 054	1 117	6 574
	M2	48 833	32 600	156 865	1 780 049	1 237 364	317 057	252 814	747 838	300 453	4 873 873
ENSEIGNEMENT	NB	3	6	30	54	53	1 113	457	543	98	2 357
	M2	13 906	6 049	51 742	58 256	112 008	1 023 300	840 718	445 004	67 709	2 618 692
CULTURE LOISIRS	NB	23	13	40	122	120	2 287	136	562	344	3 647
	M2	8 236	5 202	39 986	73 392	94 909	1 239 860	107 165	291 542	115 770	1 976 062
SANTE	NB	52	50	46	182	140	707	185	748	406	2 516
	M2	39 549	57 464	47 437	203 197	103 165	463 422	209 151	727 515	207 455	2 058 355
JUSTICE	NB	6	0	1	6	3	146	77	21	15	275
	M2	5 801	0	2 452	2 439	1 679	76 792	111 282	19 717	6 173	226 335
TOTAL	NB	333	274	547	5 143	7 831	6 650	1 448	8 114	30 601	60 941
	M2	195 608	150 796	662 072	5 177 546	8 506 843	4 182 884	1 711 852	6 233 341	11284732	38105674

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA NATURE DES TRAVAUX

		CONSTRUCTION NEUVE	EXTENSION	CREATION DE NIVEAUX	CHANGT DESTINATION	SANS FONDATION	AUTRES TRAVAUX	TOTAL
BATIMENTS AGRICILES	NB	18 916	5 412	10	182	77	627	25 224
	M2	8 367 134	1 525 104	2 715	53 523	109 659	292 370	10 350 505
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	376	90	0	6	5	25	502
	M2	169 579	48 002	0	1 184	678	15 407	234 850
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	4 738	2 415	14	157	6	126	7 456
	M2	4 729 934	1 590 059	8 151	56 981	1 454	95 417	6 481 996
STOCKAGE	NB	4 730	1 881	9	121	27	163	6 931
	M2	3 985 281	1 171 222	4 320	77 276	14 990	61 893	5 314 982
COMMERCE	NB	3 477	1 610	30	717	10	193	6 037
	M2	3 124 989	822 940	7 433	233 153	1 110	98 176	4 287 801
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 937	650	8	90	5	87	2 777
	M2	1 262 019	192 488	42 915	33 298	978	52 789	1 584 487
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	133	45	1	4	1	9	193
	M2	98 615	23 660	376	650	300	2 105	125 706
BUREAUX	NB	4 460	1 889	53	608	15	168	7 193
	M2	5 078 418	781 918	17 949	195 722	3 811	63 847	6 141 665
ENSEIGNEMENT	NB	1 175	1 094	16	112	8	67	2 472
	M2	2 079 660	731 370	4 541	93 032	2 947	92 082	3 003 632
CULTURE LOISIRS	NB	2 478	1 085	20	359	10	134	4 086
	M2	1 723 432	319 777	11 892	146 198	3 335	55 431	2 260 065
SANTE	NB	1 576	953	12	261	5	106	2 913
	M2	1 786 418	556 230	4 937	137 847	751	93 374	2 579 557
JUSTICE	NB	189	88	3	5	0	7	292
	M2	225 903	50 193	362	2 546	0	4 057	283 061
TOTAL	NB	44 185	17 212	176	2 622	169	1 712	66 076
	M2	32 631 382	7 812 963	105 591	1 031 410	140 013	926 948	42 648 307

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA NATURE DES TRAVAUX

		CONSTRUCTION NEUVE	EXTENSION	CREATION DE NIVEAUX	CHANGT DESTINATION	SANS FONDATION	AUTRES TRAVAUX	TOTAL
BATIMENTS AGRICILES	NB	17 999	5 161	4	136	63	499	23 862
	M2	7 839 194	1 493 068	990	37 371	97 977	227 734	9 696 334
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	371	96	0	4	4	15	490
	M2	136 348	45 280	0	1 279	428	4 865	188 200
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	4 580	2 180	14	120	1	99	6 994
	M2	4 771 391	1 499 623	5 562	60 615	90	74 001	6 411 282
STOCKAGE	NB	4 440	1 673	11	82	21	151	6 378
	M2	3 710 837	1 029 537	3 656	43 898	14 492	69 581	4 872 001
COMMERCE	NB	3 217	1 334	22	592	6	151	5 322
	M2	2 717 792	705 952	3 879	204 442	986	68 881	3 701 932
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 728	529	4	55	2	60	2 378
	M2	1 129 732	144 688	4 458	16 737	357	45 999	1 341 971
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	109	30	0	1	0	8	148
	M2	125 398	12 815	0	189	0	2 235	140 637
BUREAUX	NB	4 104	1 780	44	505	11	130	6 574
	M2	3 976 562	653 871	12 697	190 023	2 830	37 890	4 873 873
ENSEIGNEMENT	NB	1 171	1 028	17	85	1	55	2 357
	M2	1 808 558	657 836	7 585	100 998	128	43 587	2 618 692
CULTURE LOISIRS	NB	2 244	963	18	291	9	122	3 647
	M2	1 519 692	274 576	13 985	121 038	3 603	43 168	1 976 062
SANTE	NB	1 352	828	10	231	5	90	2 516
	M2	1 431 935	465 393	4 968	100 439	878	54 742	2 058 355
JUSTICE	NB	182	77	2	5	0	9	275
	M2	182 721	32 969	208	2 099	0	8 338	226 335
TOTAL	NB	41 497	15 679	146	2 107	123	1 389	60 941
	M2	29 350 160	7 015 608	57 988	879 128	121 769	681 021	38 105 674

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA TRANCHE DE SURFACE DU LOCAL

		MOINS DE 250 M2	250 A 499 M2	500 A 999 M2	1000 A 1499 M2	1500 A 1999 M2	2000 A 4999 M2	5000 A 9999 M2	10000 M2 ET +	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	12 125	7 455	3 798	1 247	259	247	72	21	25 224
	M2	1 697 782	2 646 171	2 543 469	1 489 609	432 079	707 490	490 354	343 551	10 350 505
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	319	86	50	23	7	10	6	1	502
	M2	35 773	29 678	34 343	28 126	11 913	35 099	47 315	12 603	234 850
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	2 951	1 612	1 305	578	290	540	122	58	7 456
	M2	401 756	581 716	924 322	698 299	500 099	1 611 297	819 778	944 729	6 481 996
STOCKAGE	NB	3 268	1 431	1 026	445	231	366	108	56	6 931
	M2	418 566	506 660	724 566	534 699	397 752	1 107 863	708 048	916 828	5 314 982
COMMERCES	NB	3 074	1 118	865	415	220	233	68	44	6 037
	M2	374 132	395 495	611 971	506 273	380 656	703 693	481 128	834 453	4 287 801
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 620	596	316	94	42	56	25	28	2 777
	M2	204 542	207 925	218 106	114 484	72 926	158 410	170 358	437 736	1 584 487
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	94	48	23	10	6	8	3	1	193
	M2	12 135	16 843	15 284	12 456	10 727	21 575	21 206	15 480	125 706
BUREAUX	NB	3 837	1 327	898	346	198	382	118	87	7 193
	M2	456 416	465 108	630 886	418 988	345 513	1 161 582	821 191	1 841 981	6 141 665
ENSEIGNEMENT	NB	1 017	404	429	160	108	208	108	38	2 472
	M2	134 395	147 427	308 463	194 274	184 280	631 908	756 054	646 831	3 003 632
CULTURE LOISIRS	NB	2 219	764	507	235	149	187	18	7	4 086
	M2	272 445	272 243	359 270	293 941	255 758	548 427	122 983	134 998	2 260 065
SANTE	NB	1 387	495	377	192	94	289	63	16	2 913
	M2	174 081	176 790	263 890	232 635	162 442	902 314	417 736	249 669	2 579 557
JUSTICE	NB	136	47	50	16	10	23	6	4	292
	M2	18 571	16 206	34 993	20 899	17 267	75 310	35 467	64 348	283 061
TOTAL	NB	32 047	15 383	9 644	3 761	1 614	2 549	717	361	66 076
	M2	4 200 594	5 462 262	6 669 563	4 544 683	2 771 412	7 664 968	4 891 618	6 443 207	42 648 307

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA TRANCHE DE SURFACE DU LOCAL

		MOINS DE 250 M2	250 A 499 M2	500 A 999 M2	1000 A 1499 M2	1500 A 1999 M2	2000 A 4999 M2	5000 A 9999 M2	10000 M2 ET +	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	11 327	7 168	3 749	1 067	235	238	62	16	23 862
	M2	1 593 664	2 551 814	2 509 500	1 258 350	393 189	684 503	411 066	294 248	9 696 334
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	327	83	44	14	7	11	3	1	490
	M2	37 299	28 918	29 681	17 158	12 009	29 640	21 082	12 413	188 200
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	2 634	1 505	1 258	573	285	548	137	54	6 994
	M2	356 844	540 212	884 474	694 687	488 841	1 616 029	942 706	887 489	6 411 282
STOCKAGE	NB	2 951	1 285	1 030	421	195	346	102	48	6 378
	M2	376 777	456 646	729 757	510 462	332 788	1 038 337	676 796	750 438	4 872 001
COMMERCE	NB	2 580	1 014	792	434	210	198	64	30	5 322
	M2	317 176	363 052	566 685	523 183	360 267	592 687	457 474	521 408	3 701 932
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 335	547	285	85	29	62	17	18	2 378
	M2	169 796	190 285	197 103	100 613	49 107	178 701	116 058	340 308	1 341 971
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	68	30	23	8	9	6	2	2	148
	M2	8 730	11 009	16 753	9 610	15 390	17 018	15 047	47 080	140 637
BUREAUX	NB	3 520	1 226	876	315	150	326	94	67	6 574
	M2	431 489	434 946	610 488	381 819	260 439	988 587	643 212	1 122 893	4 873 873
ENSEIGNEMENT	NB	946	399	390	185	110	216	84	27	2 357
	M2	123 315	145 017	280 595	222 483	187 509	660 799	599 429	399 545	2 618 692
CULTURE LOISIRS	NB	2 009	667	423	218	154	153	16	7	3 647
	M2	245 930	233 834	298 047	273 920	263 027	434 730	115 995	110 579	1 976 062
SANTE	NB	1 188	474	332	167	79	213	52	11	2 516
	M2	147 904	167 556	231 037	203 152	136 345	657 209	344 896	170 256	2 058 355
JUSTICE	NB	127	51	44	14	11	20	7	1	275
	M2	18 143	17 487	30 971	17 247	18 758	59 184	46 745	17 800	226 335
TOTAL	NB	29 012	14 449	9 246	3 501	1 474	2 337	640	282	60 941
	M2	3 827 067	5 140 776	6 385 091	4 212 684	2 517 669	6 957 424	4 390 506	4 674 457	38 105 674

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA TRANCHE D'UNITE URBAINE

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	21 939	1 224	750	393	298	180	125	276	39	25 224
	M2	8 632 576	544 398	378 951	174 677	155 244	99 359	116 341	236 517	12 442	10350505
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	230	38	36	30	23	30	20	58	37	502
	M2	95 966	18 806	12 411	10 623	9 554	19 049	4 922	34 396	29 123	234 850
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	3 039	735	692	515	447	385	405	828	410	7 456
	M2	1 962 740	692 590	599 629	454 466	511 905	388 785	374 477	982 844	514 560	6 481 996
STOCKAGE	NB	2 972	615	510	446	424	412	383	858	311	6 931
	M2	1 370 590	419 513	408 282	368 815	361 313	345 316	344 998	1 205 226	490 929	5 314 982
COMMERCE	NB	1 480	475	481	404	535	454	422	1 064	722	6 037
	M2	579 076	264 526	309 852	297 332	399 476	388 518	429 207	1 085 039	534 775	4 287 801
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	903	226	252	220	254	197	182	397	146	2 777
	M2	227 803	71 690	81 948	74 875	142 318	88 101	153 270	417 725	326 757	1 584 487
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	49	11	19	6	18	28	12	33	17	193
	M2	29 223	3 161	12 171	3 963	5 117	17 655	12 034	30 382	12 000	125 706
BUREAUX	NB	1 576	483	472	424	548	503	580	1 588	1 019	7 193
	M2	478 524	157 102	177 607	146 756	308 877	297 301	398 652	1 742 741	2 434 105	6 141 665
ENSEIGNEMENT	NB	694	159	169	154	177	143	246	482	248	2 472
	M2	290 399	135 954	186 032	190 269	238 312	192 188	369 747	961 273	439 458	3 003 632
CULTURE LOISIRS	NB	1 855	258	281	222	220	195	231	524	300	4 086
	M2	663 880	123 039	164 166	147 704	125 135	150 986	174 883	416 661	293 611	2 260 065
SANTE	NB	956	221	202	204	223	204	188	460	255	2 913
	M2	605 674	212 094	154 823	208 730	181 052	204 250	192 010	492 753	328 171	2 579 557
JUSTICE	NB	111	32	25	18	16	20	20	26	24	292
	M2	37 369	11 190	27 620	22 361	36 594	20 656	57 669	37 737	31 865	283 061
TOTAL	NB	35 804	4 477	3 889	3 036	3 183	2 751	2 814	6 594	3 528	66 076
	M2	14973820	2 654 063	2 513 492	2 100 571	2 474 897	2 212 164	2 628 210	7 643 294	5 447 796	42648307

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA TRANCHE D'UNITE URBAINE

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	20 925	1 070	702	335	269	173	113	229	46	23 862
	M2	8 208 906	468 485	360 754	183 118	113 203	81 465	86 354	173 625	20 424	9 696 334
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	217	37	36	24	31	23	21	64	37	490
	M2	62 935	8 840	12 224	10 552	28 231	12 871	3 748	33 989	14 810	188 200
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	2 786	708	646	511	447	326	397	763	410	6 994
	M2	1 911 694	696 917	649 978	530 378	510 572	331 202	384 022	938 961	457 558	6 411 282
STOCKAGE	NB	2 737	550	522	391	373	354	361	797	293	6 378
	M2	1 170 535	388 569	456 916	314 854	273 284	334 560	357 569	1 037 689	538 025	4 872 001
COMMERCE	NB	1 286	395	455	337	454	393	385	855	762	5 322
	M2	527 559	211 623	272 684	232 077	353 263	368 932	373 375	856 582	505 837	3 701 932
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	841	191	208	174	221	163	164	294	122	2 378
	M2	216 623	66 103	76 888	67 916	149 898	104 876	118 039	293 083	248 545	1 341 971
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	38	10	12	7	14	24	11	23	9	148
	M2	47 149	2 903	8 129	4 960	4 115	18 819	14 923	29 477	10 162	140 637
BUREAUX	NB	1 394	439	441	403	531	478	551	1 514	823	6 574
	M2	504 353	152 579	147 290	165 774	248 952	250 680	342 006	1 583 833	1 478 406	4 873 873
ENSEIGNEMENT	NB	694	153	168	153	156	123	216	479	215	2 357
	M2	273 292	104 489	175 115	164 607	206 409	183 914	261 772	793 573	455 521	2 618 692
CULTURE LOISIRS	NB	1 781	256	222	198	201	188	191	379	231	3 647
	M2	610 816	129 268	114 000	119 696	129 248	150 459	193 072	283 558	245 945	1 976 062
SANTE	NB	844	190	190	167	197	155	182	368	223	2 516
	M2	447 886	164 810	137 853	132 523	226 254	138 064	168 522	364 660	277 783	2 058 355
JUSTICE	NB	111	24	29	17	21	13	9	29	22	275
	M2	36 251	9 571	27 094	23 167	39 216	13 697	28 414	36 865	12 060	226 335
TOTAL	NB	33 654	4 023	3 631	2 717	2 915	2 413	2 601	5 794	3 193	60 941
	M2	14017999	2 404 157	2 438 925	1 949 622	2 282 645	1 989 539	2 331 816	6 425 895	4 265 076	38105674

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement / DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA REGION

NOMBRE DE LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I. DE FRANCE	245	52	631	516	882	211	61	1 340	350	467	357	5 112
21. CHAMPAGNE	868	13	184	167	98	84	12	119	57	95	58	1 755
22. PICARDIE	519	12	159	142	111	62	15	153	82	106	67	1 428
23. HT NORM.	579	25	248	210	136	97	18	259	99	126	92	1 889
24. CENTRE	810	31	361	307	210	122	20	264	107	161	120	2 513
25. BS NORM.	972	12	189	92	96	63	12	120	52	68	50	1 726
26. BOURGOGNE	983	16	236	276	160	104	17	180	56	123	109	2 260
31. NORD	846	19	308	336	376	152	25	395	144	217	194	3 012
41. LORRAINE	513	16	172	192	106	68	14	136	52	85	68	1 422
42. ALSACE	331	10	190	235	170	81	20	189	40	88	76	1 430
43. FR. COMTE	618	6	188	195	103	124	7	126	57	88	53	1 565
52. P. DE LOIRE	3 191	38	647	510	353	155	26	476	222	315	217	6 150
53. BRETAGNE	4 536	37	692	628	421	193	31	530	216	359	224	7 867
54. POITOU-CH.	1 086	15	333	261	213	107	17	216	72	174	108	2 602
72. AQUITAINE	1 956	39	494	521	504	186	27	422	176	353	229	4 907
73. MIDI-PYR.	2 750	51	475	453	403	225	20	445	163	322	206	5 513
74. LIMOUSIN	847	7	111	128	93	55	9	61	26	80	46	1 463
82. RHONE-ALPES	1 424	37	998	811	673	318	39	915	246	461	292	6 214
83. AUVERGNE	1 040	11	196	188	136	91	18	99	32	108	77	1 996
91. LANGUEDOC	450	19	220	373	298	118	13	239	78	127	92	2 027
93. P.A.C.A.	544	27	406	365	446	133	56	451	134	144	170	2 876
94. CORSE	116	9	18	25	49	28	8	58	11	19	8	349
TOTAL	25 224	502	7 456	6 931	6 037	2 777	485	7 193	2 472	4 086	2 913	66 076

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA REGION

NOMBRE DE LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I. DE FRANCE	256	53	631	456	918	185	44	1 147	325	376	302	4 693
21. CHAMPAGNE	832	8	166	186	94	88	19	116	60	107	50	1 726
22. PICARDIE	583	8	147	146	93	59	4	116	71	85	45	1 357
23. HT NORM.	565	17	199	189	132	93	15	239	110	131	76	1 766
24. CENTRE	810	32	315	302	161	116	23	281	105	171	108	2 424
25. BS NORM.	1 163	15	188	127	74	50	7	89	52	98	71	1 934
26. BOURGOGNE	965	11	249	245	168	90	22	167	46	131	92	2 186
31. NORD	870	16	294	272	258	122	17	345	149	169	182	2 694
41. LORRAINE	497	11	157	160	85	59	14	107	47	74	53	1 264
42. ALSACE	367	12	199	229	118	69	20	155	38	74	54	1 335
43. FR. COMTE	630	8	186	197	108	121	7	128	35	86	62	1 568
52. P. DE LOIRE	2 837	41	638	476	290	135	27	422	205	266	209	5 546
53. BRETAGNE	3 946	40	548	552	380	166	26	507	206	290	193	6 854
54. POITOU-CH.	1 024	18	275	273	179	95	13	208	70	168	101	2 424
72. AQUITAINE	1 925	31	536	491	457	155	34	415	169	337	202	4 752
73. MIDI-PYR.	2 475	47	458	431	362	186	21	520	187	312	163	5 162
74. LIMOUSIN	848	9	109	126	97	58	4	60	19	68	36	1 434
82. RHONE-ALPES	1 314	50	973	727	622	260	42	827	221	354	260	5 650
83. AUVERGNE	991	11	215	162	114	70	10	116	35	88	71	1 883
91. LANGUEDOC	460	14	194	315	249	86	7	214	75	123	74	1 811
93. P.A.C.A.	442	29	296	293	334	93	45	372	125	123	107	2 259
94. CORSE	62	9	21	23	29	22	2	23	7	16	5	219
TOTAL	23 862	490	6 994	6 378	5 322	2 378	423	6 574	2 357	3 647	2 516	60 941

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement / DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA REGION

SURFACE DES LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I. DE FRANCE	106 086	32 483	712 061	767 810	611 866	356 179	54 333	2663776	542 341	400 901	405 346	6653182
21. CHAMPAGNE	338 678	4 273	163 087	119 390	79 204	34 685	17 819	75 765	40 131	55 427	63 051	991 510
22. PICARDIE	207 462	6 397	158 114	169 654	112 307	21 852	9 309	59 590	82 291	48 503	50 439	925 918
23. HT NORM.	209 595	10 767	193 597	205 852	151 711	37 400	12 649	141 130	139 764	87 433	93 970	1283868
24. CENTRE	284 952	6 979	300 900	261 073	180 038	53 140	18 931	126 031	128 407	91 830	115 750	1568031
25. BS NORM.	424 894	11 218	167 640	39 180	47 089	22 405	7 434	46 457	40 382	30 079	45 794	882 572
26. BOURGOGNE	357 718	2 528	272 248	175 371	92 507	39 916	17 366	92 511	71 248	48 071	111 742	1281226
31. NORD	353 231	13 260	399 428	485 668	397 453	141 767	34 176	349 737	197 947	187 251	192 280	2752198
41. LORRAINE	220 281	9 259	253 523	145 891	109 012	26 638	10 038	68 359	58 301	51 336	62 800	1015438
42. ALSACE	113 029	11 036	228 307	173 654	92 125	45 929	10 593	137 326	83 595	64 077	71 149	1030820
43. FR. COMTE	214 542	7 620	148 131	68 652	45 265	27 726	3 311	52 255	73 859	52 531	36 666	730 558
52. P. DE LOIRE	1534657	22 806	489 613	308 269	276 240	59 146	29 498	229 236	224 918	164 626	160 664	3499673
53. BRETAGNE	2697334	16 931	565 740	317 044	225 528	85 007	19 606	188 128	162 369	161 070	215 518	4654275
54. POITOU-CH.	383 598	4 666	200 726	147 583	133 835	46 815	7 673	99 049	131 984	62 363	73 542	1291834
72. AQUITAINE	602 554	8 511	269 861	371 329	322 238	86 227	12 956	191 715	174 334	146 346	142 187	2328258
73. MIDI-PYR.	810 339	12 755	329 138	275 513	224 947	156 936	12 024	320 284	170 497	135 134	116 112	2563679
74. LIMOUSIN	249 653	1 959	73 313	43 983	47 192	17 415	5 586	25 046	25 917	29 793	30 855	550 712
82. RHONE-ALPES	457 134	23 956	889 330	568 055	464 300	152 457	26 814	701 935	300 202	232 624	255 759	4072566
83. AUVERGNE	374 506	4 265	168 999	73 671	72 644	33 735	21 118	40 328	60 612	41 139	60 105	951 122
91. LANGUEDOC	164 301	11 334	134 703	179 216	202 080	53 692	22 950	129 271	81 785	64 111	56 070	1099513
93. P.A.C.A.	220 019	10 119	357 457	402 318	387 752	76 422	47 283	378 257	204 720	100 758	216 805	2401910
94. CORSE	25 942	1 728	6 080	15 806	12 468	8 998	7 300	25 479	8 028	4 662	2 953	119 444
TOTAL	10350505	234 850	6481996	5314982	4287801	1584487	408 767	6141665	3003632	2260065	2579557	42648307

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA REGION

SURFACE DES LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I. DE FRANCE	119 795	35 177	726 370	690 841	592 535	274 588	68 776	1780520	561 400	338 541	328 861	5517404
21. CHAMPAGNE	352 656	1 791	185 222	136 924	90 429	53 333	14 948	76 155	54 196	68 395	32 724	1066773
22. PICARDIE	233 712	1 971	195 443	184 236	63 618	31 510	3 319	38 623	98 991	46 304	21 993	919 720
23. HT NORM.	203 815	5 111	191 821	189 868	136 868	33 517	13 652	120 209	104 225	82 619	63 686	1145391
24. CENTRE	302 544	14 426	271 407	253 760	91 030	72 089	8 675	121 069	146 000	113 212	92 545	1486757
25. BS NORM.	513 618	3 537	187 090	95 752	39 361	18 412	3 804	34 998	30 926	79 046	61 921	1068465
26. BOURGOGNE	361 315	2 740	282 488	170 246	102 398	44 263	19 904	85 644	41 536	61 263	59 686	1231483
31. NORD	355 988	6 239	408 631	322 265	244 728	79 222	34 882	237 057	162 771	117 866	167 425	2137074
41. LORRAINE	217 010	10 664	204 754	113 786	74 465	30 399	13 567	40 698	43 338	28 619	37 120	814 420
42. ALSACE	132 390	4 816	251 557	172 165	84 667	50 081	19 582	91 738	98 738	45 504	43 877	995 115
43. FR. COMTE	234 968	2 717	138 840	63 585	50 919	39 972	1 735	49 276	36 773	48 434	60 064	727 283
52. P. DE LOIRE	1360876	21 306	511 965	265 751	181 658	50 839	22 275	174 234	174 224	129 089	154 427	3046644
53. BRETAGNE	2206716	10 205	399 518	283 533	193 584	79 834	14 250	195 971	155 083	161 695	135 185	3835574
54. POITOU-CH.	358 775	3 180	175 331	173 575	122 873	34 035	7 442	87 977	43 266	60 059	62 323	1128836
72. AQUITAINE	642 957	9 198	355 348	430 957	372 554	54 539	30 190	207 956	143 616	118 117	145 939	2511371
73. MIDI-PYR.	736 400	12 161	292 256	268 872	184 133	85 531	23 801	498 727	208 438	108 314	112 980	2531613
74. LIMOUSIN	253 022	1 082	100 728	44 710	76 578	20 117	1 799	46 385	15 771	29 070	17 161	606 423
82. RHONE-ALPES	426 756	23 119	920 050	488 018	391 222	138 283	22 897	531 447	213 409	165 518	180 441	3501160
83. AUVERGNE	343 446	6 252	213 975	49 045	71 237	21 296	3 604	44 540	26 643	34 359	94 443	908 840
91. LANGUEDOC	126 065	3 687	137 172	167 496	190 028	76 478	2 428	124 746	53 432	51 839	41 796	975 167
93. P.A.C.A.	202 287	7 278	255 542	293 877	340 392	48 877	35 040	277 827	198 884	80 981	140 203	1881188
94. CORSE	11 223	1 543	5 774	12 739	6 655	4 756	402	8 076	7 032	7 218	3 555	68 973
TOTAL	9696334	188 200	6411282	4872001	3701932	1341971	366 972	4873873	2618692	1976062	2058355	38105674

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
BATIMENTS AGRICOLES	A0.NON PRECISE	45	8 871
	A1.ETABLES	4 615	2 051 575
	A2.GRANGES, CELLIERS, GRENIERS...	706	174 108
	A3.HANGARS AGRICOLES...	12 248	3 306 099
	A4.POULAILLERS INDUSTRIELS...	1 608	1 499 258
	A5.SERRES	386	971 407
	A6.ECURIES	474	138 872
	A7.PORCHERIES	1 577	962 183
	A8.BERGERIES	655	234 095
	A9.AUTRES BATIMENTS AGRICOLES	2 910	1 004 037
	TOTAL	25 224	10 350 505
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	B0.NON PRECISE	4	767
	B1.CENTRALES ELECTRIQUES	51	14 782
	B2.BATIMENTS DU RESEAU EDF/GDF...	115	27 864
	B3.USINES DE TRAITEMENT DES ORDURES	42	67 844
	B4.BATIMENTS DES RAFFINERIES...	18	10 475
	B5.USINES DE TRAITEMENT DES EAUX...	235	107 439
	B6.CHAUFFERIES D'IMMEUBLES...	37	5 679
	TOTAL	502	234 850
ARTISANAT INDUSTRIE	C0.NON PRECISE	95	64 678
	C1.USINES	2 129	3 149 463
	C2.ATELIERS D'ARTISAN	3 798	1 536 811
	C3.BATIMENTS AGRO-ALIMENTAIRES...	497	716 646
	C4.FOURS, HAUTS-FOURNAUX	937	1 014 398
	TOTAL	7 456	6 481 996
STOCKAGE	DO.NON PRECISE	222	111 467

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
STOCKAGE	D1.ENTREPOTS EXPLOITES COMMERCIALEMENT..	3 691	2 827 915
	D2.ENTREPOTS FRIGORIFIQUES	146	223 681
	D3.SILOS (A CEREALES, A BETON)	221	98 589
	D4.CHATEAUX D'EAU, RESERVOIRS D'EAU	69	17 853
	D5.GAZOMETRE, CUVES...	31	8 925
	D6.STOCKAGE COUVERT DE L'IND. ET ARTISAN	800	954 164
	D7.STOCKAGE COUVERT DU COMMERCE	666	603 141
	D8.AUTRE STOCKAGE	1 085	469 247
	TOTAL	6 931	5 314 982
COMMERCES	E0.NON PRECISE	147	128 774
	E1.MAGASINS DE DETAIL...	2 726	1 057 212
	E2.GRANDES SURFACES DE VENTE...	1 046	2 128 924
	E3.MARCHES COUVERTS, HALLES DE VENTE	61	90 132
	E4.SALLES D'EXPOSITION...	446	258 125
	E5.CAFES, RESTAURANTS	1 611	624 634
	TOTAL	6 037	4 287 801
GARAGES ET STATIONNEMENT	F0.NON PRECISE	45	12 262
	F1.ENTR. TRANSP.& DEMENAGEMENT	156	80 346
	F2.GARAGE DE REPARATION, STATIONS-SERVIC	1 287	551 247
	F3.GARAGE REPARATION D'ENTR. OU ADMINIS	492	176 192
	F4.STATIONNEMENT COMMERCIAUX COUVERTS	705	645 712
	F5.STATION. NON-COMMERCIAUX COUVERTS	92	118 728
	TOTAL	2 777	1 584 487
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G0.NON PRECISE	21	5 920
	G1.GARES ROUTIERES	21	8 413
	G2.CENTRES ROUTIERS	19	11 395

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G3.GARES VOYAGEURS STATIONS METRO	32	36 697
	G4.GARES DE MARCHANDISES	10	15 444
	G5.AEROPORTS, AEROGARES	35	32 068
	G6.STATIONS TRANSMISSION RADIO	12	1 188
	G7.CENTRAUX TELEPHONIQUES PTT	43	14 581
	TOTAL	193	125 706
BUREAUX	H0.NON PRECISE	181	167 648
	H1.BUREAUX SANS SPECIFICATIONS	3 163	3 479 781
	H2.CABINETS PROFESSIONS LIBERALES...	591	124 460
	H3.LOCAUX AVEC ACCUEIL DU PUBLIC	508	279 885
	H4.LOCAUX ADMINISTRATIFS SANS PUBLIC	258	254 995
	H5.MAIRIES	408	153 491
	H6.BUREAU A CARACTERE TECHNIQUE	178	132 927
	H7.BUREAU RATT. A ACTIVITE INDUSTRIELLE	930	786 609
	H8.BUREAU RATT. A ACTIVITE COMMERCIALE	842	675 198
	H9.BUREAU RATT. A EQUIPEMENTS COLLECTIFS	134	86 671
	TOTAL	7 193	6 141 665
ENSEIGNEMENT	J0.NON PRECISE	32	23 480
	J1.1ER DEGRE	1 156	540 782
	J2.1ER CYCLE DU SECOND DEGRE	422	641 931
	J3.2EME CYCLE DU SECOND DEGRE	335	722 426
	J4.1ER CYCLE ENSEIGNEMENT SUP.:IUT...	115	198 926
	J5.ENSEIGNEMENT SUP.: UER, GRANDES ECOLE	123	454 062
	J6.FORMATION CONTINUE	191	274 998
	J7.RECHERCHE PURE	52	87 616
	J8.RECHERCHE APPLIQUEE	46	59 411

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
ENSEIGNEMENT	TOTAL	2 472	3 003 632
CULTURE LOISIRS	K0.NON PRECISE	46	39 637
	K1.SALLES DE SPECTACLE...	104	110 786
	K2.STATION DE RADIO, TELEVISION	29	18 547
	K3.BIBLIOTHEQUE, MUSEE, GALERIE...	136	117 167
	K4.LOCAUX D'ACTION SOCIO-CULTURELLE	678	345 934
	K5.LOCAUX DE CLUBS ET DE REUNIONS	193	73 684
	K6.SALLES DES FETES...	770	280 836
	K7.SALLES DE SPORT	539	595 031
	K8.SPORT COUVERT: PISCINE, TENNIS, ...	642	456 430
	K9.VESTIAIRES, LOCAUX ANNEXES...	781	163 000
	KA.EDIFICES DES CULTES	168	59 013
	TOTAL	4 086	2 260 065
	SANTE	L0.NON PRECISE	20
L1.CENTRES HOSPITALIERS (CHR, CHU)		73	152 202
L2.AUTRES CENTRES HOSPITALIERS		91	187 702
L3.HOPITAUX SPECIALISES		99	157 896
L4.ETABLISSEMENTS DE CURE, REPOS, ...		43	54 025
L5.DISPENSAIRES...		30	22 689
L6.THERMALISME ET THALASSOTHERAPIE		16	39 378
L7.CENTRES DE PROTECTION MATERNELLE...		16	6 317
L8.LOCAUX SANITAIRES: BAINS DOUCHE...		294	69 750
L9.CLINIQUES PIVEES		108	127 565
LA.NECROPOLES, CREMATORIUMS		42	11 782
LB.ENFANTS INADAPTES ET HANDICAPES...		81	64 103
LC.ADULTES INADAPTES ET HANDICAPES...		116	96 504

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
SANTÉ	LD.MAISONS DE RETRAITE HOSPITALIERES...	397	749 317
	LE.FOYERS RESTAURANTS	439	237 227
	LF.CENTRES SOCIAUX	122	86 149
	LG.CRECHES	139	60 974
	LH.JARDINS D'ENFANTS, GARDERIES...	71	30 012
	LJ.AUTRES LOCAUX D'AIDE SOCIALE	716	412 218
	TOTAL	2 913	2 579 557
JUSTICE	M0.NON PRECISE	4	21 821
	M1.COUPS ET TRIBUNAUX	5	2 270
	M2.MAISONS D'ARRET ET FOYER	5	2 940
	M3.CENTRES D'EDUCATION SURVEILLEE	4	2 958
	M4.MAISONS CENTRALES ET DE CORRECTION	1	660
	M5.COMMISSARIAT, POSTES DE POLICE	23	32 845
	M6.CENTRES DE SECOURS, CASERNE POMPIERS	143	78 400
	M7.BATIMENTS MILITAIRES NON SECRETS	54	105 793
	M8.GENDARMERIES	53	35 374
TOTAL	292	283 061	
TOTAL	66 076	42 648 307	

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
BATIMENTS AGRICOLES	A0.NON PRECISE	30	14 708
	A1.ETABLES	4 966	2 205 888
	A2.GRANGES, CELLIERS, GRENIERS...	728	175 840
	A3.HANGARS AGRICOLES...	11 400	3 069 054
	A4.POULAILLERS INDUSTRIELS...	1 405	1 221 892
	A5.SERRES	330	891 332
	A6.ECURIES	374	102 807
	A7.PORCHERIES	1 305	786 852
	A8.BERGERIES	676	246 837
	A9.AUTRES BATIMENTS AGRICOLES	2 648	981 124
	TOTAL	23 862	9 696 334
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	B0.NON PRECISE	6	1 750
	B1.CENTRALES ELECTRIQUES	52	13 226
	B2.BATIMENTS DU RESEAU EDF/GDF...	119	31 201
	B3.USINES DE TRAITEMENT DES ORDURES	28	32 681
	B4.BATIMENTS DES RAFFINERIES...	16	7 898
	B5.USINES DE TRAITEMENT DES EAUX...	234	96 589
	B6.CHAUFFERIES D'IMMEUBLES...	35	4 855
	TOTAL	490	188 200
ARTISANAT INDUSTRIE	C0.NON PRECISE	56	54 922
	C1.USINES	2 147	3 330 679
	C2.ATELIERS D'ARTISAN	3 444	1 442 679
	C3.BATIMENTS AGRO-ALIMENTAIRES...	478	626 609
	C4.FOURS, HAUTS-FOURNAUX	869	956 393
	TOTAL	6 994	6 411 282
STOCKAGE	D0.NON PRECISE	182	126 262

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
STOCKAGE	D1.ENTREPOTS EXPLOITES COMMERCIALEMENT..	3 410	2 598 652
	D2.ENTREPOTS FRIGORIFIQUES	116	183 249
	D3.SILOS (A CEREALES, A BETON)	253	135 688
	D4.CHATEAUX D'EAU, RESERVOIRS D'EAU	68	17 455
	D5.GAZOMETRE, CUVES...	24	7 927
	D6.STOCKAGE COUVERT DE L'IND. ET ARTISAN	751	776 218
	D7.STOCKAGE COUVERT DU COMMERCE	623	590 709
	D8.AUTRE STOCKAGE	951	435 841
	TOTAL	6 378	4 872 001
COMMERCES	E0.NON PRECISE	124	106 466
	E1.MAGASINS DE DETAIL...	2 472	1 072 068
	E2.GRANDES SURFACES DE VENTE...	989	1 746 297
	E3.MARCHES COUVERTS, HALLES DE VENTE	52	41 992
	E4.SALLES D'EXPOSITION...	436	271 320
	E5.CAFES, RESTAURANTS	1 249	463 789
	TOTAL	5 322	3 701 932
GARAGES ET STATIONNEMENT	F0.NON PRECISE	32	12 756
	F1.ENTR. TRANSP.& DEMENAGEMENT	161	107 839
	F2.GARAGE DE REPARATION, STATIONS-SERVIC	1 119	507 476
	F3.GARAGE REPARATION D'ENTR. OU ADMINIS	430	127 713
	F4.STATIONNEMENT COMMERCIAUX COUVERTS	572	526 710
	F5.STATION. NON-COMMERCIAUX COUVERTS	64	59 477
	TOTAL	2 378	1 341 971
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G0.NON PRECISE	16	11 989
	G1.GARES ROUTIERES	17	8 492
	G2.CENTRES ROUTIERS	14	4 683

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G3.GARES VOYAGEURS STATIONS METRO	23	65 907
	G4.GARES DE MARCHANDISES	4	5 708
	G5.AEROPORTS, AEROGARES	25	27 465
	G6.STATIONS TRANSMISSION RADIO	18	3 018
	G7.CENTRAUX TELEPHONIQUES PTT	31	13 375
	TOTAL	148	140 637
BUREAUX	H0.NON PRECISE	131	104 780
	H1.BUREAUX SANS SPECIFICATIONS	2 797	2 494 688
	H2.CABINETS PROFESSIONS LIBERALES...	497	107 488
	H3.LOCAUX AVEC ACCUEIL DU PUBLIC	469	262 655
	H4.LOCAUX ADMINISTRATIFS SANS PUBLIC	247	205 145
	H5.MAIRIES	417	144 602
	H6.BUREAU A CARACTERE TECHNIQUE	159	125 831
	H7.BUREAU RATT. A ACTIVITE INDUSTRIELLE	915	750 295
	H8.BUREAU RATT. A ACTIVITE COMMERCIALE	798	551 431
	H9.BUREAU RATT. A EQUIPEMENTS COLLECTIFS	144	126 958
TOTAL	6 574	4 873 873	
ENSEIGNEMENT	J0.NON PRECISE	34	24 612
	J1.1ER DEGRE	1 101	487 725
	J2.1ER CYCLE DU SECOND DEGRE	393	573 114
	J3.2EME CYCLE DU SECOND DEGRE	342	710 468
	J4.1ER CYCLE ENSEIGNEMENT SUP.: IUT...	93	132 351
	J5.ENSEIGNEMENT SUP.: UER, GRANDES ECOLE	126	324 235
	J6.FORMATION CONTINUE	170	195 534
	J7.RECHERCHE PURE	49	90 010
J8.RECHERCHE APPLIQUEE	49	80 643	

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
ENSEIGNEMENT	TOTAL	2 357	2 618 692
CULTURE LOISIRS	K0.NON PRECISE	31	26 614
	K1.SALLES DE SPECTACLE...	107	107 110
	K2.STATION DE RADIO, TELEVISION	18	24 611
	K3.BIBLIOTHEQUE, MUSEE, GALERIE...	102	85 652
	K4.LOCAUX D'ACTION SOCIO-CULTURELLE	561	250 213
	K5.LOCAUX DE CLUBS ET DE REUNIONS	158	57 849
	K6.SALLES DES FETES...	781	279 895
	K7.SALLES DE SPORT	469	493 252
	K8.SPORT COUVERT: PISCINE, TENNIS, ...	566	444 765
	K9.VESTIAIRES, LOCAUX ANNEXES...	708	155 678
	KA.EDIFICES DES CULTES	146	50 423
	TOTAL	3 647	1 976 062
	SANTE	L0.NON PRECISE	12
L1.CENTRES HOSPITALIERS (CHR, CHU)		55	138 887
L2.AUTRES CENTRES HOSPITALIERS		78	108 502
L3.HOPITAUX SPECIALISES		84	93 405
L4.ETABLISSEMENTS DE CURE, REPOS, ...		36	36 570
L5.DISPENSAIRES...		32	13 501
L6.THERMALISME ET THALASSOTERAPIE		15	17 003
L7.CENTRES DE PROTECTION MATERNELLE...		22	31 827
L8.LOCAUX SANITAIRES: BAINS DOUCHE...		240	74 185
L9.CLINIQUES PRIVEES		87	118 099
LA.NECROPOLES, CREMATORIUMS		47	13 227
LB.ENFANTS INADAPTES ET HANDICAPES...		84	60 486
LC.ADULTES INADAPTES ET HANDICAPES...		89	61 982

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION FINE

		NOMBRE	SURFACE
SANTÉ	LD.MAISONS DE RETRAITE HOSPITALIERES...	319	642 045
	LE.FOYERS RESTAURANTS	384	158 930
	LF.CENTRES SOCIAUX	111	77 533
	LG.CRECHES	111	53 898
	LH.JARDINS D'ENFANTS, GARDERIES...	57	20 445
	LJ.AUTRES LOCAUX D'AIDE SOCIALE	653	334 610
	TOTAL	2 516	2 058 355
JUSTICE	M1.COURS ET TRIBUNAUX	5	4 796
	M2.MAISONS D'ARRET ET FOYER	3	1 941
	M3.CENTRES D'EDUCATION SURVEILLEE	3	4 301
	M4.MAISONS CENTRALES ET DE CORRECTION	3	2 533
	M5.COMMISSARIAT, POSTES DE POLICE	14	30 119
	M6.CENTRES DE SECOURS, CASERNE POMPIERS	142	74 175
	M7.BATIMENTS MILITAIRES NON SECRETS	51	76 879
	M8.GENDARMERIES	54	31 591
	TOTAL	275	226 335
TOTAL		60 941	38 105 674

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

SURFACE DES LOCAUX	AUTRES	INDUSTRIE	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE	TOTAL
LYON	64 417	145 386	149 358	134 371	38 526	342 812	109 730	42 426	1 027 026
GRASSE-CANNES-ANTIBES	22 168	18 074	9 543	20 797	451	39 878	37 007	8 591	156 509
NICE	15 950	9 128	24 635	42 412	1 687	56 484	26 311	1 848	178 455
VALENCE	6 745	3 237	4 894	26 740	16 986	9 317	3 406	2 353	73 678
TROYES	15 354	17 641	31 366	6 442	3 134	16 606	11 554	3 174	105 271
AIX-EN-PROVENCE	10 276	2 631	11 281	17 492	20 102	55 570	7 527	3 065	127 944
AVIGNON	37 828	35 088	38 866	21 035	1 062	24 741	3 813	1 247	163 680
MARSEILLE	97 130	103 241	100 543	89 532	13 000	84 244	38 518	10 833	537 041
CAEN	73 816	9 209	4 349	9 652	4 426	14 873	15 382	1 872	133 579
ANGOULEME	6 927	6 062	2 041	5 831	877	12 641	25 997	1 032	61 408
LA ROCHELLE	10 427	12 792	7 035	33 036	1 902	5 263	39 373	3 393	113 221
DIJON	11 381	8 825	26 905	15 461	19 117	34 291	25 391	13 246	154 617
BESANCON	11 817	23 245	4 289	11 554	4 119	9 814	25 892	9 904	100 634
MONTBELIARD	900	22 774	2 966	2 367	1 367	5 499	6 713	11 825	54 411
BREST	119 176	14 297	14 286	12 336	7 673	20 181	46 046	7 203	241 198
NIMES	26 738	6 323	8 719	28 943	0	24 639	18 243	2 407	116 012
TOULOUSE	28 942	128 141	106 460	115 691	91 089	233 140	75 345	38 435	817 243
BORDEAUX	53 655	31 856	133 314	101 719	25 244	78 438	57 882	23 315	505 423
MONTPELLIER	7 724	1 013	7 216	22 863	20 418	42 671	34 718	19 760	156 383
RENNES	15 838	17 358	13 908	20 872	2 966	39 776	24 880	6 225	141 823
TOURS	21 037	18 229	16 910	36 819	9 093	27 535	28 237	4 387	162 247
GRENOBLE	27 307	50 473	17 173	11 409	8 270	53 975	8 394	12 069	189 070
BAYONNE	8 687	7 438	17 406	21 555	591	6 161	6 157	27 028	95 023
SAINT-ETIENNE	4 341	29 060	21 341	13 514	8 617	39 211	2 971	9 948	129 003
SAINT-NAZAIRE	15 994	15 786	11 943	15 087	1 041	7 537	4 732	4 426	76 546
NANTES	44 290	42 847	51 015	27 140	6 104	81 517	81 100	21 560	355 573
ORLEANS	17 139	42 083	111 962	26 847	14 623	40 818	25 169	17 260	295 901
ANGERS	46 064	37 984	5 802	23 856	14 878	26 639	57 602	6 434	219 259
REIMS	18 009	12 881	20 475	24 917	16 804	20 419	2 388	19 205	135 098
HAGONDANGE-BRIEY	1 002	9 055	1 191	193	982	711	198	442	13 774
NANCY	13 099	3 785	310	1 710	0	10 254	683	2 302	32 143
LORIENT	3 513	20 195	5 690	11 340	784	6 009	3 257	2 377	53 165
THONVILLE	3 762	16 347	1 831	5 215	3 108	296	5 343	3 160	39 062
METZ	2 470	17 663	23 253	25 096	459	11 042	27 905	2 300	110 188
MAUBEUGE	986	289	0	0	126	695	0	0	2 096
DUNKERQUE	5 499	10 653	816	4 613	4 547	5 707	1 345	2 529	35 709
VALENCIENNES	16 305	48 666	8 660	19 531	5 978	15 017	34 588	10 470	159 215
LILLE	51 640	52 224	158 300	129 472	71 701	236 517	59 796	86 929	846 579
DOUAI	7 612	7 432	25 492	2 866	8 089	6 599	10 524	2 160	70 774
BETHUNE	24 674	48 945	19 804	65 251	4 501	26 268	42 351	10 734	242 528
CALAIS	25 275	18 904	2 926	5 187	2 425	1 962	3 495	2 647	62 821
LENS	35 224	59 714	59 754	36 822	8 756	10 554	6 237	12 218	229 279
CLERMOND-FERRAND	12 874	17 276	23 812	13 198	6 318	19 370	21 058	4 321	118 227
PAU	3 692	4 268	17 144	5 457	5 258	21 221	3 374	6 443	66 857
PERPIGNAN	45 224	4 501	26 480	11 696	5 607	8 630	12 763	4 731	119 632
STRASBOURG	14 494	29 961	28 236	6 662	23 540	66 735	59 137	13 173	241 938
MULHOUSE	15 047	11 809	4 975	16 048	300	1 561	0	3 485	53 225
LE MANS	25 870	9 218	13 820	49 893	559	21 423	5 991	6 571	133 345
ANNECY	20 291	18 898	10 576	16 466	8 891	28 593	3 123	9 981	116 819
PARIS	413 601	514 560	490 929	534 775	326 757	2 434 105	439 458	293 611	5 447 796
LE HAVRE	7 185	11 909	12 759	9 496	3 766	17 644	7 305	3 736	73 800
ROUEN	20 912	21 379	52 913	48 066	14 577	75 684	54 144	25 275	312 950
MANTES-LA-JOLIE	4 523	9 554	6 476	5 403	9 057	4 825	2 862	9 624	52 324
AMIENS	2 898	10 222	46 895	6 858	5 206	18 774	30 346	10 653	131 852

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1992 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

SURFACE DES LOCAUX	AUTRES	INDUSTRIE	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE	TOTAL
TOULON	62 224	9 733	5 642	44 134	3 321	41 567	43 751	4 752	215 124
POITIERS	3 458	4 177	7 250	23 218	13 792	13 758	32 667	4 285	102 605
LIMOGES	10 211	7 442	9 218	10 065	5 180	15 287	8 299	11 775	77 477

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

III LA CONSTRUCTION NEUVE

DANS

LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES

D'OUTRE-MER DE 1989 à 1991

LA CONSTRUCTION NEUVE DANS LES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER DE 1989 A 1991

PRESENTATION

La présentation des statistiques des Départements et Territoires d'outre-mer n'est pas uniforme. Ceci est dû à plusieurs facteurs :

- l'informatisation de certains sites se réalise progressivement et toutes les variables ne peuvent être renseignées;
- les Territoires d'outre-mer disposent d'un statut d'autonomie interne et ne sont pas tenus de fournir une information identique à celle des départements;
- dans certains cas, il n'existe pas de permis de construire et la construction neuve est mesurée par d'autres moyens.

Chaque Direction ou Service de l'Equipement d'outre-mer peut procéder lui-même aux exploitations qu'il juge nécessaires et créer à son niveau des tableaux statistiques particuliers ne figurant pas ici.

Il appartient donc au lecteur intéressé de prendre contact avec ces administrations. Les adresses des Directions ou Services de l'Equipement figurent à la fin de cette note.

**CARACTERISTIQUES PHYSIQUES
DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

Nature du statut	Superficie (en km ²)	Nombre d'habitants au dernier recensement	Nombre de logements au dernier recensement
<u>Départements d'outre-mer (1)</u>			
971 GUADELOUPE	1 780	387 034 (03.1990)	134 738
972 MARTINIQUE	1 106	359 579 (03.1990)	123 317
973 GUYANE	90 000	114 808 (03.1990)	38 363
974 LA REUNION	2 500	597 823 (03.1990)	176 581
<u>Territoires d'outre-mer</u>			
NOUVELLE-CALEDONIE	19 000	164 173 (04.1989)	44 047
POLYNESIE	4 200	188 814 (09.1988)	47046
WALLIS-ET-FUTUNA	255	13 705 (10.1990)	2664
<u>Collectivités territoriales à statut particulier</u>			
975 ST-PIERRE ET-MIQUELON (2)	242	6 277 (03.1990)	2 662
976 MAYOTTE	374	94 410 (08.1991)	25 110

(1) Les 4 départements d'outre-mer ont le statut de région depuis la loi 72-619 du 5 juillet 1972.

(2) L'ancien territoire français d'outre-mer de St-Pierre-et-Miquelon a été érigé en département d'outre-mer par la loi 76-664 du 19 juillet 1976 puis en collectivité territoriale à statut particulier par la loi 85-595 du 11 juin 1985.

METHODOLOGIE

CHAMP D'APPLICATION DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Les dispositions relatives au permis de construire s'appliquent dans toutes les communes de la République, y compris celles des départements d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion.

Elles ne sont pas applicables à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, ni dans les territoires d'outre-mer (Polynésie Française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna) qui disposent chacun d'un régime qui leur est propre.

Les autres territoires d'outre-mer (principalement les Terres Australes et Antarctiques Françaises) ont une population très réduite et, à ce jour, la construction n'y est pas réglementée.

Il est préférable de s'attacher surtout ici aux statistiques portant sur les demandes et les autorisations. Les indicateurs de logements commencés et terminés peuvent ne pas traduire la réalité si une partie des maîtres d'ouvrage ne fournissent pas les déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement des travaux. Lorsque c'est le cas, ils ne sont plus présentés.

En 1991 la construction dans les départements et territoires d'outre-mer s'est élevée à 29 882 logements autorisés (29 924 en 1990 et 22 862 en 1989).

Dans les départements d'outre-mer, la politique de logement social relève de l'Etat. Les autorités locales (exemple : Conseil Général) peuvent fournir des aides de façon ponctuelle.

Dans les territoires d'outre-mer, la politique de logement social relève par définition des institutions locales. L'Etat intervient seulement dans des cas exceptionnels (cyclones) ou particuliers (opérations innovantes).

Principales mesures gouvernementales récentes :

Arrêtés du 13 mars 1986

Remaniement important des aides de l'Etat au logement permettant la construction de logements sociaux accessibles aux très bas revenus et favorisant particulièrement l'accès à la propriété.

Loi de finances rectificative n°86-824 du 11 juillet 1986

Réduction d'impôt pour les contribuables achetant ou construisant un immeuble neuf dans les quatre départements d'outre-mer ainsi que dans les collectivités territoriales de St-Pierre-et-Miquelon et Mayotte et les territoires d'outre-mer (de 1986 à 1996).
(dispositif prorogé jusqu'en 2001 par la loi de finances de 1992)

GUADELOUPE

DEMANDES	1989	1990	1991
nombre total de permis	6 346	6 636	8 018
nombre total de logements	8 227	9 315	11 195
<i>dont particuliers</i>	5 850	6 992	7 970
surface locaux	n. d.	n. d.	n. d.
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE			
nombre de logements	6 368	7 203	8 752
par type de construction			
individuels	4 827	5 044	6 558
collectifs	1 541	2 159	2 194
surface habitable totale des logements autorisés en m ²	573 125	643 413	628 658
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISEE en m2			
total	166 437	164 108	217 761
bâtiments agricoles	348	1 254	1 948
bâtiments industriels	5 264	8 197	17 411
stockage	48 337	70 645	42 527
garages	1 164	2 118	3 142
commerces	36 834	21 049	23 587
bureaux	28 424	34 331	63 270
autres constructions	46 066	26 514	65 846

Le cyclone Hugo a ravagé la Guadeloupe dans la nuit du 16 au 17 septembre 1989.

Selon la Direction Départementale de l'Équipement, les dégâts s'élevaient à plus de 10 000 habitations détruites et plus de 20 000 endommagées.

MARTINIQUE

DEMANDES	1989	1990	1991
nombre total de permis	3 488	3 204	4 172
nombre total de logements	4 544	4 740	6 323
<i>dont particuliers</i>	2 658	2 719	3 775
surface locaux	305 995	196 706	219 932
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE			
nombre de logements	4 423	5 250	4 911
par type de construction			
individuels	2 309	2 099	2 521
collectifs	2 114	3 151	2 390
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISEE en m2			
total	205 976	274 411	180 084
bâtiments agricoles	2 112	3 194	3 059
bâtiments industriels	32 305	16 414	7 260
stockage	26 839	16576	11 826
garages	4 406	1 784	1 471
commerces	22 684	73 827	50 711
bureaux	52 287	28 679	31 920
autres constructions	65 343	133 937	73 837

GUYANE

Presque 95 % du département de Guyane sont constitués de forêts. La construction neuve a surtout lieu sur les 10 000 km² de la bande côtière. L'analyse des statistiques présentées doit en tenir compte.

DEMANDES	1989	1990	1991
nombre total de permis	1 084	1 141	1 231
nombre total de logements	n. d.	n. d.	n. d.
<i>dont particuliers</i>	n. d.	n. d.	n. d.
surface locaux	n. d.	n. d.	n. d.
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE			
nombre de logements	2 000	3 739	1 968
par type de construction			
individuels	736	1 817	1 033
collectifs	1 264	1 922	935
dont subdivision de Cayenne	n. d.	1 424	920
dont subdivision de Kourou	n. d.	2 167	983
surface hors oeuvre nette moyenne des logements autorisés en m ²			
individuels	n. d.	87	95
collectifs	n. d.	75	63
total	n. d.	81	80
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISEE en m²			
total	n. d.	63 524	102 506
commerces	n. d.	20 325	13 861
bureaux	n. d.	8 818	6 900
autres constructions	n. d.	34 381	81 745
dont subdivision de Cayenne	n. d.	32 048	75 650
dont subdivision de Kourou	n. d.	29 665	21 507

LA REUNION

Seuls les chiffres suivants sont disponibles :

	1989 (1)	1990	1991
nombre de logements autorisés	6 659	10 186	10 833
surface totale en m ²	n. d.	954 818	638 335
dont :			
individuels purs	3 106	3 536	3 682
surface totale en m ²	n. d.	357 636	308 504
individuels groupés	n. d.	729	1 342
surface totale en m ²	n. d.	48 832	89 446
sous-total individuels	n. d.	4 265	5 024
surface totale en m ²	n. d.	406 468	397 950
collectifs	n. d.	5 921	5 859
surface totale en m ²	n. d.	548 350	240 385

Les services de l'Equipement estiment que 25 à 30 % des constructions sont réalisées sans permis de construire.

(1) L'informatisation progressive de la D.D.E. a perturbé fortement la collection de l'information

NOUVELLE-CALEDONIE et dépendances (1)

La loi n°88-1028 du 9 novembre 1988 préparant l'autodétermination de la Nouvelle Calédonie en 1998 s'est accompagnée d'une redistribution des compétences à partir du 1^{er} novembre 1989.

Elle a créé trois provinces qui s'administrent librement au sein du territoire :

- la Province Sud (6 734 km², 111 735 habitants et un parc de 32 354 logements)
- la Province Nord (9 860 km², 34 526 habitants et un parc de 8 047 logements)
- la Province Iles (1 981 km², 17 912 habitants et un parc de 3 646 logements).

Le nouveau statut a entraîné des modifications de la législation de la construction : ainsi, le Territoire est compétent pour le droit de l'urbanisme mais les actes réglementaires relèvent des provinces.

L'autonomie conférée aux provinces ne permet pas de conserver l'information statistique au niveau du territoire. Actuellement, seule la province Sud fournit des chiffres.

Au recensement d'avril 1989 il y avait 35 479 bâtiments en Nouvelle-Calédonie (logements et locaux à usage autre qu'habitation confondus). Le parc de logements s'élevait alors à 44 047 unités.

(1) Les dépendances de la Nouvelle-Calédonie sont les îles Loyauté.

provinces	nombre de permis autorisés			nombre de logements autorisés		
	1989	1990	1991	1989	1990	1991
SUD	1 113	1 162	1 137	922	1 240	1 042
NORD	49	28	n. d.	93	19	n. d.
ILES	6	n. d.	n. d.	-	n. d.	n. d.
TOTAL	1 168	1 190	1 137	1 015	1 259	1 042

La distorsion des chiffres observée entre les provinces provient du fait que, dans les réserves mélanésiennes ainsi que dans les communes non dotées de documents d'urbanisme et hors lotissements pour ces communes, le permis de construire n'est pas obligatoire.

POLYNESIE

En Polynésie, l'urbanisme et la construction sont des matières à compétence territoriale. Elles sont régies par la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée portant code de l'aménagement du territoire.

Comme les années précédentes, les chiffres publiés ne concernent que les Iles du Vent : Tahiti et Moorea. Celles-ci regroupent près des trois quarts de la population du territoire.

LA CONSTRUCTION NEUVE	1989	1990	1991
- Nombre total de permis de construire accordés	1 529	1 331	1 436
<i>dont Papeete</i>	123	122	158
- Nombre de logements autorisés	1388	1 208	1 020
<i>dont Papeete</i>	220	288	99
- Nombre de logements terminés	894	513	663
<i>dont Papeete</i>	63	52	38
- Nombre de locaux autres qu'habitation autorisés	n. d.	n. d.	n. d.
- Surfaces utiles totales autorisées en m ²	177 710	170 163	n. d.
- Surface totale autorisée des constructions de plus de 400 m ²	24 885	66 143	n. d.

Le gouvernement polynésien a instauré une prime à la construction de 1988 à 1991.

Iles WALLIS ET FUTUNA

Au recensement de 1990 il y avait à Wallis-et-Futuna 13 705 habitants et 2 664 logements (deux tiers de la population et des constructions à WALLIS et un tiers à FUTUNA).

L'habitat y est composé principalement de «falés». Ce sont des cases traditionnelles qui avaient un sol de terre, des murs en rondins et une couverture végétale. Actuellement, les matériaux nécessaires à leur amélioration sont importés : ciment, carreaux et tôle ondulée.

Les autres habitations (40 %) sont des constructions «à l'européenne» (en dur) - qui ont été en grande partie financées par des «prêts sociaux» de la CCCE (Caisse Centrale de Coopération Economique).

La surface de ces dernières est de 120 m² en 1991 (100 m² en 1988).

La Banque de Wallis et Futuna (BWF) et certains établissements importateurs de matériaux de construction accordent quelques prêts complémentaires qui permettent l'achèvement des logements ou le financement de l'apport personnel, faute d'épargne.

Les prêts de la CCCE relatifs à des locaux autres qu'habitation ont concerné en 1989 un restaurant et 3 chambres (bungalows).

Il n'existe pas de permis de construire mais le respect de certaines normes est exigé des propriétaires ainsi que des constructeurs.

En avril 1990, le gouvernement métropolitain a décidé d'accorder une aide exceptionnelle au Territoire de Wallis-et-Futuna qui a beaucoup souffert du passage du cyclone Ofa au mois de février.

Plus de 300 maisons détruites seront reconstruites et l'Etat s'est engagé à soutenir la reconstruction des infrastructures publiques.

logements financés (source : CCCE)

1989	34 (23 pour le neuf et 11 pour les extensions)
1990 (*)	90
1991	81 (67 pour le neuf et 14 pour les extensions)

(*) dont 23 prêts pour le secteur locatif à partir de 1990.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

DEMANDES	1989	1990	1991
nombre total de permis	143	175	151
nombre total de logements	30	69	65
<i>dont particuliers</i>	29	68	63
surface locaux	8 989	9 724	4 351
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE			
nombre de logements	30	69	62
par type de construction			
individuels	29	62	62
collectifs	1	7	0
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISEE en m2			
total	8 989	8 506	5 866
bâtiments agricoles	13	379	0
bâtiments industriels	1 867	300	0
stockage	301	2 140	567
garages	1 787	1 431	644
commerces	2 993	1 058	2 387
bureaux	1 054	1 259	115
bâtiments scolaires	0	859	0
foyer pour retraités	137	0	0
autres constructions	837	1 080	2 153

Le code de l'urbanisme métropolitain n'est pas applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon qui dispose d'une réglementation spécifique dont la mise au point est de la compétence du Conseil Général.

La notion de permis de construire et d'autorisation de lotir n'est apparue qu'en 1972.

MAYOTTE

Mayotte, dernier territoire français de l'archipel des Comores, est une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier (loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976).

Les mahorais ont longtemps vécu dans des maisons faites de terre et de matières végétales, sans eau courante ni électricité.

Les matériaux nouveaux introduits par les administrations ont apporté un début de solution au problème du logement mais peu de mahorais ont les moyens de construire des maisons durables et plus vastes et Mayotte reste encore sous-équipée.

Les pouvoirs publics mènent depuis 1978, en collaboration avec la SIM (Société Immobilière de Mayotte), une action en faveur de l'habitat social qui se traduit principalement par :

* des constructions «type», très simples, d'une surface habitable de 45 à 55 m², pouvant être agrandies.

* des «aides en nature», permettant aux bénéficiaires de réaliser eux-mêmes des logements se rapprochant des constructions «type», en leur apportant des matériaux de construction.

Ce produit est le plus courant car le faible apport monétaire demandé correspond parfaitement au niveau de solvabilité des ménages.

Une estimation de 1987 du CETE Méditerranée évalue les besoins de l'île à environ 1 400 logements par an d'ici l'an 2000.

La construction neuve autorisée est la suivante :

nombre de logements autorisés

1989	945
1990	920
1991	1 163

Ces chiffres concernent un ensemble de constructions hétéroclites allant de la simple case à la construction «en dur» de style métropolitain en passant par toutes les variétés de logements, expérimentaux ou non, proposées par la Direction de l'Équipement.

QUELQUES ADRESSES UTILES CONCERNANT L'OUTRE-MER

Direction Départementale de l'Équipement de GUADELOUPE

B P 54, 97 102, Basse-Terre.

Téléphone : 19 590 81 33 33

Télécopie : 19 590 81 68 83

Direction Départementale de l'Équipement de MARTINIQUE

bd du Général de Gaulle, B P 661, 97 263, Fort-de-France Cedex.

Téléphone : 19 596 59 57 00

Télécopie : 19 596 59 58 00

Direction Départementale de l'Équipement de GUYANE

rue du port, 97 306, Cayenne Cedex.

Téléphone : 19 594 30 25 08

Télécopie : 19 594 31 74 20 ou 19 594 30 02 77 (préfecture)

Direction Départementale de l'Équipement de LA REUNION

2, rue Juliette Dodu, 97 487, St-Denis Cedex.

Téléphone : 19 262 40 26 26

Télécopie : 19 262 40 27 27

Direction de l'Équipement de SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

6, place Pigeaud, B P 4 217, 97 500, Saint-Pierre-et-Miquelon.

Téléphone : 19 508 41 32 01

Télécopie : 19 508 41 39 50

Direction de l'Équipement de MAYOTTE

B P 109, Mamoudzou, 97 600, Mayotte.

Téléphone : 19 269 61 12 54 ou 19 269 61 11 09

Télécopie : 19 269 61 18 19

Cellule Economique du BTP de NOUVELLE-CALEDONIE

80, rue de Sébastopol, BP 466, Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Téléphone : 19 687 28 75 94

Télécopie : 19 687 27 40 37

Service de l'Urbanisme de POLYNESIE

11, rue du Commandant Destremeau, B P 866, Papeete, Ile de Tahiti, Polynésie Française.

Téléphone : 19 689 42 20 00

Télécopie : 19 689 42 37 18 ou 19 689 42 65 33

Service des Affaires Economiques et des Douanes de WALLIS-ET-FUTUNA,

Mata-Utu, Wallis-et-Futuna.

Téléphone : 19 681 72 27 27

Télécopie : 19 681 72 23 24 ou 19 681 72 22 72 (administration)

TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANCAISES

34, rue des renaudes, 75 017, Paris.

Téléphone : 47 66 93 06

Télécopie : 47 66 91 23

Institut d'Emission d'OUTRE-MER

35-37, rue Boissy d'Anglas, 75 379, PARIS Cedex 08.

Téléphone : 40 06 41 41

Télécopie : 47 42 75 53

RÉFÉRENCES DES NOTES PRÉCÉDENTES SUR LES DOM-TOM

Les statistiques de la construction neuve dans les départements et territoires d'outre-mer ont fait l'objet d'une publication annuelle régulière dans la collection "Statistiques et Études Générales".

Elles figurent dans :

- le n° 104 pour la période 1969-1982,
- le n° 125 pour l'année 1983,
- le n° 134 pour les années 1984 et 1985,
- les n° 136 et 140 pour l'année 1986,
- le n° 154 pour l'année 1988.

Exceptionnellement, les chiffres de l'année 1987 se trouvaient dans la Note Verte Économique n° 223, de Novembre 1988, dans la série "Informations Rapides".

Les informations présentées ici sont également disponibles en valeurs trimestrielles sauf entre février 1982 et janvier 1988.

ANNEXE

NOMENCLATURE DE LA CATÉGORIE DU MAITRE D'OUVRAGE

Modalités du code :

1. OFFICES PUBLICS d'HLM

- Offices publics municipaux, départementaux, à compétences étendues
- Offices publics d'aménagement et de construction (OPAC)

2. SOCIÉTÉS d'HLM

- Sociétés anonymes HLM
- Coopératives de production
- Sociétés de Crédit Immobilier (SACI)

3. SOCIÉTÉS d'ECONOMIE MIXTE

- Sociétés d'économie mixte de construction
- Sociétés d'économie mixte de rénovation urbaine
- Sociétés d'économie mixte de restauration immobilière

4. SOCIÉTÉS VOUÉES A LA CONSTRUCTION

- Filiales d'organismes collecteurs du 1% patronal
- Sociétés Civiles Immobilières (SCI) (titres 2 et 3 de la loi du 16 juillet 1971, c'est-à-dire y compris les coopératives de construction sous égide de coopératives de production)
- Sociétés Civiles Immobilières sous égide de Sociétés de Crédit Immobilier
- Autres sociétés, dont Sociétés Immobilières d'Investissement

5. ENTREPRISES OU ÉTABLISSEMENTS A CARACTERE INDUSTRIEL OU COMMERCIAL

- Entreprises à caractère industriel ou commercial du secteur privé
- Entreprises à caractère industriel ou commercial du secteur public (ex : SNCF)

6. COLLECTIVITÉS LOCALES

- Etablissements publics régionaux
- Départements
- Communes ou regroupements de communes (syndicats intercommunaux à vocation multiple, districts urbains, communautés urbaines ou agglomérations nouvelles)

7. ÉTAT OU ADMINISTRATIONS

- Départements ministériels au niveau central ou local

8. AUTRES PERSONNES MORALES

- Investisseurs institutionnels : compagnies d'assurances, banques ou caisses de retraite
- Associations de la loi de 1901

9. PARTICULIERS

NOMENCLATURE DES LOCAUX AUTRES QU'HABITATION

A-INSTALLATIONS - BATIMENTS AGRICOLES

- A1-Etables.
- A2-Granges, celliers, greniers, fenils, chais.
- A3-Hangars agricoles, remises annexes de bâtiments agricoles.
- A4-Poulaillers pour élevages industriels de volailles.
- A5-Serres.
- A6-Ecuries.
- A7-Porcheries.
- A8-Bergeries.
- A9-Autres (chenils, élevages de lapins, élevages marins, autres bâtiments agricoles).

B-ÉNERGIE ET ÉQUIPEMENTS URBAINS

- B1-Centrales de production d'électricité (thermiques, hydrauliques, nucléaires).
- B2-Bâtiments techniques du réseau EDF/GDF (transformateurs, sous-stations...).
- B3-Usines de traitement des ordures ménagères (incinérations, y compris chauffage urbain...).
- B4-Bâtiments techniques des raffineries, cokeries.
- B5-Usines de traitement des eaux (eaux usées, eaux potables) y compris les stations de pompage.
- B6-Chaufferies d'immeubles (si numéroté en tant que bâtiment sur le plan de masse).

C-ARTISANAT - INDUSTRIE

- C1-Ateliers de fabrication industrielle (usines).
- C2-Ateliers d'artisan.
- C3-Bâtiments spécifiques aux industries agroalimentaires (laiteries, fromageries, caves de vignification, salles d'abattage ou abattoirs ..).
- C4-Bâtiments techniques de l'industrie: fours, hauts-fourneaux.

D-STOCKAGE

- D1-Entrepôts exploités commercialement ou sous douane pour marchandises et matériels.
- D2-Entrepôts frigorifiques.
- D3-Silos (à céréales, à béton).
- D4-Châteaux d'eau, réservoirs d'eau.
- D5-Gazomètres, cuves pour produits pétroliers, gaz divers (aériens).
- D6-Aires de stockage couvertes (réserves) pour les matières premières et les produits élaborés de l'artisanat et de l'industrie.
- D7-Aires de stockage couvertes (réserves) du commerce de gros et du commerce de détail.
- D8-Autres aires de stockage (dont celles non couvertes).

E-COMMERCES

- E1-Boutiques et magasins de vente au détail (pharmacies ..).
- E2-Grandes surfaces de vente (supermarchés, magasins populaires, hypermarchés, grands magasins, commerces de gros).
- E3-Marchés couverts, halles de ventes.
- E4-Salles et halls d'exposition (de matériels divers, animaux ..).
- E5-Cafés, restaurants.

F-GARAGES ET STATIONNEMENT

- F1-Garages d'entreprises de transport (voyageurs et marchandises) et de déménagement.
- F2-Garages-réparation exploités commercialement, ateliers de réparation, (automobiles, machines agricoles), stations-service.
- F3-Garages-réparation dépendant d'entreprises ou d'administrations.
- F4-Parcs de stationnement commerciaux souterrains, couverts au sol ou en immeubles (type parking, silo).
- F5-Parcs de stationnement non commerciaux couverts au sol ouverts au public (non liés à des logements, bureaux, commerces...).

G-TRANSPORTS - POSTES - TÉLÉCOMMUNICATIONS

- G1-Gares routières.
- G2-Centres routiers.
- G3-Gares de voyageurs SNCF, stations de métro.
- G4-Gares de marchandises.
- G5-Aéroports, aéroports.
- G6-Stations de transmissions radio-électriques.
- G7-Centraux téléphoniques, télégraphiques des PTT.

H-BUREAUX

- H1-Locaux ou immeubles de bureaux sans spécification.
- H2-Cabinets des professions libérales (médecins, notaires, architectes, agents d'assurances ..).
- H3-Locaux ou immeubles de bureaux à caractère administratif ou bancaire dont l'usage principal est l'accueil du public :
agences de banque, guichets des PTT, centres de Sécurité Sociale ou d'allocations familiales, services commerciaux EDF, GDF.
- H4-Locaux ou immeubles de bureaux à caractère administratif dont l'utilisation principale n'est pas l'accueil du public :
Cités Administratives, Hôtels des Finances, Préfectures ou Sous-préfectures, Centres de chèques postaux ..
- H5-Hôtels de ville, mairies, mairies annexes.
- H6-Locaux de bureaux à caractère technique: salles d'archives, salles d'ordinateurs, bureaux de dessin, chambres fortes, salles de coffre
- H7-Locaux de bureaux rattachés à l'exercice d'une activité industrielle.
- H8-Locaux de bureaux rattachés à l'exercice d'une activité commerciale.
- H9-Locaux de bureaux rattachés à des équipements collectifs.

J-ENSEIGNEMENT - FORMATION - RECHERCHE

J1-Classes ou établissements scolaires du 1er degré (privé et public) (écoles maternelles, écoles primaires, groupes scolaires, écoles du 1er degré).

J2-Classes ou établissements scolaires du second degré - 1er cycle (privé et public): collèges d'enseignement secondaire (CES), collèges d'enseignement général (CEG), sections d'enseignement spécialisé (SES).

J3-Classes ou établissements scolaires du second degré - 2è cycle (privé et public): lycées classiques et modernes (LCM), lycées techniques et polyvalents, lycées agricoles.

J4-Locaux ou établissements de l'enseignement supérieur (1er cycle), instituts universitaires de technologie (IUT), universités technologiques, écoles de formation des maîtres du primaire, des personnels sanitaires (infirmières, laboratoires, kinésithérapeutes, etc...), des personnels sociaux et socio-éducatifs (animateurs judiciaires, écoles privées diverses).

J5-Locaux ou établissements de l'enseignement supérieur (1er et 2è cycle): grandes écoles, notamment d'ingénieurs), universités, facultés et établissements assimilés.

J6-Locaux ou établissements d'enseignement continu (public et privé): centres de formation continue, centres de perfectionnement, F.P.A., C.N.A.M., etc ..

J7-Locaux ou établissements de recherche, d'expérimentation, d'analyses rattachés à des établissements d'enseignement ou de recherche pure: laboratoires, salles d'expérimentation, souffleries, etc ..

J8-Locaux ou établissements de recherche appliquée, d'expérimentation, d'analyses, liés à une activité industrielle ou commerciale.

K-CULTURE - LOISIRS

K1-Locaux ou établissements destinés aux représentations artistiques: théâtres, salles de spectacle, auditoriums, salles de concert, de danse, de musique, cinémas, cinémathèques.

K2-Salles ou établissements d'enregistrement ou de diffusion: stations de radio et de télévision.

K3-Locaux ou établissements de «conservation»: bibliothèques d'information ou de prêt, phonothèques, discothèques, musées et galeries d'exposition.

K4-Locaux ou établissements d'action socio-culturelle: maisons de la culture, maisons des jeunes et de la culture, maisons de jeunes.

K5-Clubs de prévention (jeunes adolescents), clubs du 3e âge, locaux d'accueil et de réunions, locaux collectifs résidentiels.

K6-Salles des fêtes, foyers ruraux, centres d'animations.

K7-Salles de sports, gymnases, COSEC, centre de remise en forme, centres aquatiques couverts.

K8-Autres équipements de sports couverts: piscines, tennis, patinoires, bowlings.

K9-Vestiaires - Locaux annexes à des équipements sportifs de plein air.

KA-Edifices des cultes (y compris salles paroissiales).

L-SANTÉ - HYGIENE - ACTION SOCIALE

- L1-Services des centres hospitaliers régionaux ou universitaires (CHR ou CHU).
- L2-Services des établissements hospitaliers non spécialisés (autres centres hospitaliers généraux, hôpitaux locaux).
- L3-Services des établissements hospitaliers spécialisés (maladies mentales, cancer, tuberculose, gériatrie, pédiatrie, cardiologie, etc...).
- L4-Locaux ou établissements de cure, de repos, de convalescence, y compris les hôpitaux de jour.
- L5-Dispensaires (polyvalents, d'hygiène mentale, anti-tuberculeux, anti-vénéériens).
- L6-Etablissements de thermalisme et de thalassothérapie.
- L7-Centres de P.M.I.(protection maternelle infantile) et de P.I.
- L8-Autres locaux sanitaires: douches, WC public, établissements de bains-douches.
- L9-Cliniques privées.
- LA-Nécropoles, crématoriums.
- LB-Locaux ou établissements pour enfants inadaptés et handicapés : instituts médico-pédagogiques, centres de rééducation.
- LC-Locaux ou établissements pour adultes inadaptés et handicapés (exemple: atelier de jour, atelier pour handicapés).
- LD-Maisons de retraite hospitalières publiques et privées (à l'exclusion des foyers et résidences pour personnes âgées).
- LE-Foyers restaurants pour personnes âgées, cantines, mess.
- LF-Centres sociaux, centres d'accueil médicaux.
- LG-Crèches.
- LH-Jardins d'enfants, garderies, haltes-garderies.
- LJ-Autres locaux ou établissements d'aide sociale (centres d'aide pour le travail, publics et privés).

M-JUSTICE - POLICE - SÉCURITE CIVILE

- M1-Cours et tribunaux.
- M2-Maisons d'arrêt et foyers.
- M3-Centres d'éducation surveillée (adolescents).
- M4-Maisons centrales et maisons de correction.
- M5-Commissariats, postes de police.
- M6-Centres de secours, casernes de sapeurs-pompiers.
- M7-Bâtiments militaires non couverts par le secret.
- M8-Gendarmeries.